



**University of
Zurich**^{UZH}

**Zurich Open Repository and
Archive**

University of Zurich
University Library
Strickhofstrasse 39
CH-8057 Zurich
www.zora.uzh.ch

Year: 2014

Ricco Wassmer (1915 - 1972)

Wasmer, Marc-Joachim

Posted at the Zurich Open Repository and Archive, University of Zurich

ZORA URL: <https://doi.org/10.5167/uzh-115107>

Journal Article

Published Version

Originally published at:

Wasmer, Marc-Joachim (2014). Ricco Wassmer (1915 - 1972). *Arc en Ciel: revue de Nouveaux Droits de l'Homme*, 73(3):35-36.

ARC^{en} Ciel

La Revue de

Nouveaux
Droits de
l'Homme

N°73

www.ndh-france.org

■ 4^{ème} Trimestre 2014 ■ 3 €

L'HERMIONE

vogue
du passé
vers le futur



La Frégate Hermione,
vogueant sous voiles
© Isabelle Georget

Laïcité

Entretien avec
Patrick Kessel

La laïcité est
un droit
de l'homme

**Favoriser
les achats
100%
locaux
pour les fêtes**

boutique
www.boutiqueV.vaucluse.fr

Département
VAUCLUSE

www.vaucluse.fr - vaucluse attitude

le Département
le fait

**Pour les fêtes, offrez des cadeaux
100 % Vaucluse, c'est + malin
+ solidaire**

Consommez chic et éthique

boutique

www.boutiqueV.vaucluse.fr

Premier réseau fédéré d'Établissements
spécialisés d'aide par le travail, de
chantiers solidaires et d'associations



Plus de 1000 idées cadeaux
100% Vaucluse

www.boutiqueV.vaucluse.fr

*Achetez des produits
locaux et de saison*



Grande mobilisation des Vauclusiens
autour des agriculteurs, des restaurateurs
et des artisans du goût

www.savourez-le-vaucluse.com

Département
VAUCLUSE

Rendez-vous en Vaucluse sur les marchés de Noël
www.vaucluse.fr

La tentation du pire...



Pierre Bercis
Président de NDH

« **A**vant la reconstitution, il faut que la décomposition aille jusqu'à son terme » disait Raymond Barre, le dernier Premier Ministre à avoir fait voter un budget en équilibre. Alors, c'est loin, la fin ? Combien de temps faudra-t-il encore pour parvenir au terme du processus de dégradation d'un pays qui a toujours brillé par sa capacité à rebondir ?

Les Français s'impatientent. Ils ont raison. Enfin ils n'ont pas tout à fait tort car l'autisme de notre exécutif est aujourd'hui patent. Même ses

meilleurs amis s'en offusquent ; seuls les « godillots » suivent, bêtement. Normal. Ils seraient prêts, de toute façon, à aller en enfer pour bénéficier de l'honneur d'appartenir (pour combien de temps) à la « camarilla » qui n'est qu'un pseudopode du Parti socialiste avec ses clans, ses sous-courants, ses « ligo ».

Du caractère

Il n'y a aucun chef digne de ce nom (du latin *caput*, la tête), aucune vision, aucune philosophie sinon la politique du « chien crevé au fil de l'eau ». On gouverne à la godille. Ceux qui font le plus de bruit ont raison, par définition.

Il n'y a que le bruit, la fureur pour effrayer les « responsables ». Dès qu'ils sentent un vent contraire, le plus petit, un simple zéphyr, c'est la

palinodie.

Ce qui manque le plus, c'est le caractère. Or ce n'est pas ce que l'on apprend rue de Solferino où à l'ENA. Ce que l'on apprend, c'est la grisaille, la petite manœuvre, le calcul alors que la France a besoin d'un capitaine qui voit loin, qui soit stratège et non tacticien. Il ne suffit pas de changer de lunettes pour cesser d'être myope. Les Français ne doivent donc pas désespérer. Si le pire n'est pas encore derrière nous, il n'en est pas loin. Alors allons jusqu'au bout, vidons l'abcès de l'incapacité. Ce pays en a vu d'autres à travers son histoire qui est un vrai roman.

Ensuite il rebondira, comme de coutume, avec ? ou sans l'Europe de la « chancelière de fer » qui ne doit plus avoir le monopole de la gouvernance. « Venez à nous, orages désirés... » ■

Arc en Ciel

revue de
Nouveaux Droits de l'Homme

ONG avec Statut consultatif près
le Conseil économique et social
des Nations unies

14, Cité Vaneau
75007 Paris

Tél.: 01 47 53 78 78
Fax : 01 45 56 07 06

Courriel : ndh-ong@wanadoo.fr
www.ndh-france.org

Siège International

Nuevos Derechos del Hombre
Hipolito Yrigoyen :
2038, 2 piso
1089 Buenos Aires
Argentina

Tél et Fax : 00 54-11 4951-0346
Courriels : ndh@ndh.org.ar
www.ndh-argentina.org.ar

Directeur de la Publication
Pierre Bercis

Directeur adjoint
Michel Rocher

Rédactrice en chef
Clémence Ouedraogo

Rédaction

Jérôme Allain
Matteo Angioli
Christian Austruy
Rosangela Barcaro
Hiroko Bessho
Véronique Bévin
Jean-Dominique Capocci
Michèle Colomes
Maria Grazia Fasoli
Laura Harth
Kéthy Kvantaliani
Clémence Ouédraogo
Tiana Raharisonina
Patrice Renoud

Impression

IDM Imprimerie
15, rue de Babylone - 75007 Paris
01 45 49 38 25

Maquette : Jérôme Allain
06 48 30 99 17
jalkastudio@gmail.com

ISSN : 2267-0092

Sommaire

Éditorial

La tentation du pire



3

Dossier

Laïcité : un véritable Droit de l'Homme, entretien avec Patrick Kessel

5-7

France

Cachez ce voile que je ne saurais voir

La manif pour tous, un décalque du «Tea Party» Américain

Nouveaux Droits de l'Homme et Science : P.M.A., G.P.A. etc.,
par Clémence Ouédraogo



8

8

9

Éthique et Droits de l'Homme

L'Éthique et les professions de la santé, par Rosangela Barcaro

10

Racismes

L'assassinat d'Hervé Gourdel en Algérie : comme un mouton...

11

«J'ai appris», par Arnold Racine

11

Histoire

2015 : L'Hermione quitte Rochefort pour l'Amérique, par Tiana Raharisonina

13

Entretien avec Benedict Donnelly : Il était un petit navire...

14

Questions à Jean-Louis FROT, un citoyen peu ordinaire

15

France

Vers une VI^{ème} République ?

Vite dit...



17

18

NDH

NDH, ou le Sisyphe des Droits de l'Homme



19 à 22

International

Résistance Iranienne : la fin du tunnel, par Christian Austruy

25

Avec Vladimir Poutine, les chiens aboient, la caravane passe, par Kéthy Kvantaliani

26

État de droit contre raison d'État, par Laura Harth et Matteo Angioli

28-29

L'homme qui déclara la guerre à la misère

28

Société

Les médicaments ne sont pas des produits ordinaires, par Maria Grazia Fasoli

30

Croissance démographique et Droits de l'Homme,
par Silvana Salvini

31

Culture

Au pays du soleil levant... Les japonais bougent,
par Hiroko Bessho



32

Des livres et nous

31^{ème} Prix littéraire des Droits de l'Homme à Dominique Schnapper

33

Sadisme et Droits de l'Homme, La passion de la méchanceté, Michel Onfray

34

Ricco Wassmer (1915 - 1972), entretien avec Marc-Joachim Wasmer

35-36

La Pinacothèque de Paris présente

Le Kâma-Sûtra : Spiritualité et érotisme dans l'art indien, du 2 octobre au 11 janvier

37

Les Brèves de Pol et Mique

38

« L'extrême droite a tenté un véritable hold-up sur la laïcité. »

Entretien avec Patrick Kessel, Fondateur du Comité Laïcité République

Patrick Kessel est le Président-fondateur de Comité Laïcité République. Ancien Grand Maître du Grand Orient de France, il replace la laïcité moderne dans son cadre historique vieux de deux siècles.

Arc en Ciel : La laïcité est une vieille revendication qui remonte surtout à la III^{ème} République. Elle était à la fois très française et très anti-catholique. Est-ce toujours le cas ?

Patrick Kessel : La laïcité n'est pas anti religieuse. Elle est la liberté des libertés, l'outil qui permet la liberté absolue de conscience et l'égalité des droits entre tous les citoyens quels que soient leurs origines, la couleur de leur peau, leurs convictions philosophiques ou religieuses, leurs appartenances politiques, syndicales, culturelles, leur sexe. Elle ne fait pas de différence entre celui qui croit au ciel et celui qui n'y croit pas. Elle est la clé de voûte, la pierre qui tient l'édifice d'une République de citoyens différents mais libres et égaux. C'est pourquoi elle stipule une stricte séparation entre l'Etat et les églises.

AEC : N'y a-t-il pas eu, un temps, chez certains, un dérapage antireligieux qui a nui à la cause laïque ?

PK : L'Eglise s'est longtemps opposée au progrès des connaissances, à la République, aux Droits de l'homme

et du citoyen, à l'émancipation des femmes, à l'esprit scientifique, à l'école laïque, à l'autonomie de l'individu. Son histoire, en France notamment, atteste qu'elle a été plus solidaire de l'Ancien régime et de l'obscurantisme, des partis conservateurs, par moments des pouvoirs réactionnaires, que des forces du progrès social et de l'émancipation.

Elle a généré en retour un mouvement d'hostilité y compris chez des femmes et des hommes partageant une foi religieuse. Mais la laïcité ne juge pas le contenu de la foi dont elle affirme qu'elle relève de la liberté de conscience. Elle combat en revanche tous les cléricatismes qui entendent se substituer aux citoyens.

AEC : Est-ce que la formule de Jésus : « rendez à César ce qui est à César et à Dieu ce qui est à Dieu » vous convient ?

PK : La religion s'adresse à ses fidèles. Elle peut leur recommander une éthique de vie et la défendre publiquement. Libres à eux de la suivre ou non. Mais elle n'a pas à prétendre imposer ses conceptions à la loi. Ce fut pourtant le cas sur quasiment tous les grands débats de société, l'Eglise tentant de s'opposer aux grandes lois des libertés qu'il s'agisse du divorce, de l'égalité entre hommes et femmes, de la contraception, de l'IVG, de la révision des lois sur la bioéthique, plus récemment du



Patrick Kessel, fondateur du Comité Laïcité République

mariage pour tous ou du droit à mourir dans la dignité. La laïcité, comme disait Victor Hugo, c'est que l'Etat soit maître chez lui et l'Eglise chez elle.

AEC : En s'attaquant à l'Eglise catholique qui était la principale composante religieuse de la France depuis près de vingt siècles, n'était-ce pas s'attaquer aussi à notre culture, à nos racines ?

PK : Il ne s'agit pas de nier l'apport culturel du christianisme qui participe de l'identité de la France avec la philosophie grecque, le judaïsme, la Réforme, l'islam, les cultures des peuples issus d'autres continents et bien évidemment le grand mouvement des Lumières. Il est important de connaître ses racines, son histoire, non pour revenir en arrière mais pour bâtir un monde meilleur et plus éclairé.

(Suite page 6)

(Suite de la page 5)

L'extrême droite a tenté un véritable hold-up sur la laïcité

AEC : La laïcité anticléricale virulente a cessé avec la première guerre mondiale, quand il y a eu besoin d'un rassemblement de la nation. Est-ce que le programme de laïcisation était alors achevé ?

PK : C'est la laïcité qui permet la paix sociale en rassemblant tous les citoyens quelles que soient leurs convictions. Ce sont les communautarismes, le plus souvent associés à des religions, qui les enferment dans leurs origines, leur filiation, leurs appartenances. Qui revendiquent des droits et des devoirs différenciés en lieu et place des principes qui fondent la République. Qui menacent un réel vivre-ensemble et prennent le risque de dresser les uns contre les autres comme on l'a tristement constaté au cours de l'été 2014 quand certains ont tenté d'importer ici le conflit entre Israël et le Hamas.

La grande défaite de 1983

AEC : Dans la France contemporaine, avec l'immigration musulmane, la question de la laïcité est revenue sur le devant de la scène avec force : voile islamique, exigence de menus halal, rejet des médecins hommes pour les femmes, communautarisme, voire appel au djihad... Comment expliquer la faible mobilisation des organisations traditionnellement laïques dont l'audience, confidentielle aurait mérité d'être l'équivalent de SOS-Racisme dans les années 80 ?

PK : Il a fallu du temps aux associations laïques pour se remettre de la grande défaite de 1983 sur l'école. Pour autant, dans leur diversité, elles ont grandement contribué au retour de la laïcité dans le débat politique. C'est notamment le cas du Comité Laïcité République et du Collectif des associations laïques qui rassemble une trentaine d'organisations. Celles-ci se sont particulièrement impliquées en faveur de la crèche Babyloup, de

l'application concrète de la laïcité dans le secteur public (écoles, hôpitaux, prisons, armée...). Elles travaillent sur les moyens à mettre en œuvre pour qu'elle soit respectée dans les entreprises d'intérêt général, les entreprises privées, l'enseignement supérieur, secteurs qui posent du plus en plus de problèmes.

AEC : Y a-t-il un complexe vis-à-vis de l'islam. Un complexe qui n'existait pas vis-à-vis des catholiques ?

PK : Nous avons la mémoire courte. L'élaboration de la loi de 1905, qui est une loi de compromis, a nécessité dix ans de débats. L'Eglise ne l'a acceptée que contrainte. Aujourd'hui d'autres confessions se sont développées dans notre pays. La laïcité concerne toutes les religions, l'islam comme les autres, ni plus ni moins. Chacun a le droit de pratiquer sa religion ; chacun a le devoir de respecter les principes républicains, la liberté de conscience et l'égalité des droits entre hommes et femmes en premier lieu.



Islam et laïcité : le choix.

AEC : La gauche «laïcarde», à l'origine, puis au long de son histoire, a-t-elle abandonné ce volet de sa politique ?

PK : Les mots constituent les briques de la pensée. Ils ne sont pas neutres.

«Laïcard» est un terme péjoratif, l'équivalent de «négro», «youpin» ou «bougnoul». La fermeté en matière de laïcité n'est pas synonyme de sectarisme comme le sous-entend cette expression. Etre ferme est une nécessité au vu du retour du religieux en politique comme en témoigne l'actualité nationale et internationale.

Une partie de la gauche a pris du champ avec la laïcité pour de multiples raisons. Au moment de la première affaire du voile, un Premier ministre de gauche, au lieu de régler la question, a transmis le dossier au Conseil d'Etat et ouvert la voie à des interprétations de plus libérales de la loi. Quinze années ont été perdues jusqu'au moment où a été votée la loi sur l'interdiction du port ostensible des signes religieux à l'école publique.

Quinze années ont été perdues qui pèsent sur le débat actuel. Dans le contexte difficile de notre pays marqué par une grande confusion il est urgent que la gauche mais aussi la droite républicaine prennent la mesure des enjeux de la laïcité. Il s'agit ni plus ni moins de rendre tout son sens au troisième terme de notre devise républicaine, celui qui fait le plus défaut, la Fraternité.

AEC : Le corps enseignant, fer de lance de la laïcité sous la IIIème et la IVème Républiques a-t-il renoncé à cette exigence républicaine avec sa perte de prestige dans l'opinion publique française ?

PK : Les instituteurs ont été les « hussards » de la République. Leur mission a été trop déconsidérée. L'école, plus que jamais, doit constituer d'abord le creuset où les enfants sont formés à devenir des êtres libres, égaux, responsables, des citoyens pensant par eux-mêmes. C'est pourquoi le projet de refondation de l'école, quelles que soient les difficultés qui sont immenses, doit être mené à son terme.

AEC : La droite et l'extrême droite brandissent la laïcité comme un étendard plus haut que la gauche désormais. N'est-ce pas là un paradoxe historique qui peut parfois faire craindre aux partisans historiques de la laïcité, au « noyau dur », d'être taxé de racisme larvé ?

PK : L'extrême-droite a tenté un véritable hold-up sur la laïcité à des fins xénophobes. Elle doit être dénoncée et combattue. Mais cela n'a été rendu possible que parce que les républicains et une certaine « bienpensance » avaient déserté le terrain.

Défendre la laïcité, ce n'est pas stigmatiser une partie de nos concitoyens, c'est au contraire affirmer l'égalité de tous et lutter contre toutes les formes de racisme. Il ne faudrait pas que le destin de la République se trouve pris dans une mâchoire d'acier entre l'extrême-droite d'une part et les communautaristes de l'autre.

AEC : La laïcité signifie d'abord égalité de tous devant la loi... comme l'était dans la Déclaration des droits de l'homme de 1789 l'égalité devant l'impôt. Pourquoi, hors de tout contexte politique partisan, ne pas reconnaître la laïcité comme un droit de l'homme fondamental sans lequel la République n'est pas la « res publica » mais une république communautariste ?

PK : Un signal fort doit être donné en ce sens. La Constitution stipule que la République est laïque. Afin de mettre un terme aux dérives, nous avons plaidé en faveur de l'inscription des principes de la loi de 1905 dans la Constitution. Le candidat François Hollande s'était prononcé en ce sens dans son célèbre discours du Bourget.

Depuis le Conseil Constitutionnel en a décidé autrement.

La question demeure entière. D'une façon ou d'une autre, il est urgent de proclamer que la République n'est pas l'addition de communautés aux droits différents mais l'ensemble des citoyens différents mais libres et égaux en droit.



Constantin, liquidateur de la laïcité en Occident.

AEC : La France, dans l'histoire mondiale est la « patrie des droit de l'homme » pour le passé. Quand le monde se déchire du Nigéria à l'Afghanistan en passant par la Libye, la Syrie, l'Irak, l'Iran sur des questions religieuses lourdes de conséquences pour la vie démocratique dans chaque pays et la paix internationale (expatriation de la violence aveugle : trafic aérien, train, métro...) ne pensez-vous pas qu'il est urgent de prolonger la Déclaration de 1789 (comme les élus de cette époque, l'ont explicitement voulu dans une motion adoptée le 27 août) à la laïcité et la reconnaissance du droit à la paix (que même l'ONU en 1948 n'a pas voté alors que c'est sa mission) ? La France (et ses responsables politiques) sont-ils fatigués d'être la locomotive de l'Histoire ?

PK : C'est dans les périodes de crise qu'il convient d'affirmer les grands principes des Lumières et les droits fondamentaux qui ont contribué aux plus belles pages de notre histoire. Malheureusement les enceintes internationales, qu'il s'agisse de l'Europe ou des Nations Unies, sont soumises à de lourdes pressions de

certaines autorités cléricales qui tentent par exemple d'interdire ici le droit à l'interruption de grossesse, là le droit au blasphème. La tâche est difficile au cœur des tensions internationales mais c'est une raison supplémentaire pour que se fasse entendre la voix de la France qui demeure, de ce point de vue, une référence respectée et même, appréciée dans le monde.

AEC : La Fayette est un héros franco-américain qui avait libéré ses esclaves (à la différence de ses amis Washington et Jefferson, premiers Présidents des Etats-Unis) Il est un des auteurs de notre Déclaration. Mérite-t-il d'entrer au Panthéon ?

PK : La Fayette fut un héros de l'indépendance des Etats-Unis d'Amérique au point de demeurer un symbole de l'amitié entre les peuples américain et français. Inspiré par la jeune démocratie américaine, il fut aussi porteur des principes de la Déclaration de 1789. Sa longue vie politique l'a conduit à d'autres moments à des positions accueillies de façon plus contrastée. Panthéon ou pas, il demeure une référence incontestable. ■

« Cachez ce voile que je ne saurais voir ».

Tartuffe disait « cachez ce sein que je ne saurais voir ». Il avait quatre siècles d'avance et s'adressait aux Femen qui pratiquent de nos jours cette provocation jusqu'au cœur de la cathédrale Notre Dame de Paris. Mais il y a d'autres provocations, inverses, qui consistent au contraire à se voiler, en toute légalité.

C'est ainsi qu'à la Sorbonne, à Science Po, Aix (pour l'instant) des professeurs n'ont pas manqué de faire des remarques à des étudiantes voilées. Aussitôt, les pauvres « victimes » de leur professeur se sont plaintes d'une telle discrimination... et la loi, hélas leur donne raison. En effet, la loi de 2004 stipule que le port de signes ou tenues religieuses

ostentatoires est interdit dans les écoles, les collèges et les lycées. Mais pas dans les universités ! Comprenez qui pourra...

Le gouvernement et le parlement pourraient peut-être songer à modifier la loi en urgence car, en l'occurrence, les autres étudiants se sont solidarisés non pas avec leur professeur mais avec les deux étudiantes islamistes.

Quand on pense qu'Erdoğan, nouveau Président de la Turquie (et ancien Premier Ministre) a envoyé, il y a quelques années, ses filles poursuivre leurs études aux Etats-Unis parce que le voile est interdit à l'Université turque depuis Kemal Atatürk alors qu'il est accepté outre Atlantique il y a de quoi mourir de rire bien que ce soit à pleurer. ■

« La Manif pour tous » Un décalque du *Tea Party* américain

« **L**a Manif pour tous » mouvement conservateur socialement : anti mariage pour tous à l'origine ressurgit aujourd'hui contre la P.M.A. et la G.P.A. mettant à la fois la gauche et la droite classique dans l'embarras. Seule une fraction de la droite et l'extrême droite en profitent... Exactement comme le *Tea Party* qui a proliféré comme un cancer au sein de la droite républicaine aux Etats-Unis jusqu'à lui faire perdre les élections.

On dit chez nous : « Il faut se méfier de l'eau qui dort ». A méditer car ce mouvement apparemment spontané, venu du fond du Paris bourgeois et de la province a cependant des racines profondes qui changeront la donne lors des élections à venir. Et certainement pas en faveur de la gauche qui, dès son retour au pouvoir, en 2012, a commencé par des réformes sociétales sans respecter le temps qui sied à ces bouleversements au



L'extrême-droite pour tous ?

lieu de s'attaquer d'emblée au mal qui ronge la France modeste : le chômage.

L'Eglise catholique a pris ses distances avec « la Manif pour tous », dès qu'elle s'est rendu compte du caractère « réac » de son action, à contre-courant de l'ouverture voulue par le pape François. Le gouvernement de Manuel Valls, à son tour s'est rétracté sur ces sujets difficiles pour ne pas agiter le chiffon rouge devant ces dizaines de milliers de protestataires pacifiques. Sera-ce suffisant pour arrêter cette vague de fond ? On en doute car jamais on n'a été capable d'arrêter la mer en colère. Le mieux serait sans doute de « laisser du temps au temps » pour digérer ces réformes hâtives adoptées pour plaire à des minorités qui ne représentent pas l'image d'un pays qui s'est senti violé et s'attendait à tout de la part de la gauche, sauf à cela. Pas de réformes à la hussarde. Il faut se hâter lentement. ■

Nouveaux droits de l'Homme et Science

P.M.A., G.P.A, etc.

par Clémence Ouédraogo

Cela fait quarante ans que NDH clame qu'il va falloir ajouter aux droits de l'Homme de 1789 des droits complémentaires, tels que l'avaient prévu les auteurs de la Déclaration et tels qu'ils l'ont stipulé dans un texte du 27 août 1789 : la motion Mougins de Roquefort.

Bien sûr, au cours des 19^{ème} et 20^{ème} siècle, c'était les droits de l'Homme par rapport au pouvoir de l'argent, qui a succédé au pouvoir de la force brutale des vieilles monarchies. Mais à la fin du 20^{ème} siècle, est arrivé un autre pouvoir, plus insaisissable celui-là : le pouvoir de la Science.

Certes, la Science apporte de nombreux bienfaits au genre humain quant à sa santé, à sa longévité sur le plan médical. Les greffes d'organe, la réanimation d'individus que l'on croyait perdus etc. sont autant de bienfaits pour l'humanité.

Mais il peut aussi arriver que la Science dépasse la frontière des droits et de la dignité...

Le problème, d'un point de vue politique, civique est que si le pouvoir de la force brutale, celui de l'argent peut être cerné, celui de la Science ne peut pas l'être.

Des découvertes peuvent advenir tous les jours, sans crier « gare ». Se pose alors, et après, la question de l'éthique qui doit accepter ou interdire par la loi telle ou telle innovation. Dès lors, où est la frontière morale et est-ce que cette frontière peut être universelle, compte tenu du partage du monde entre différentes religions, philosophies ?

D'où des lois prises en ordre dispersé d'un bout à l'autre de la planète, qui permettent le non respect des règles qu'un pays se sera donné.

Il en va ainsi, actuellement, de la procréation médicalement assistée (PMA) et de la gestation pour autrui (GPA). On est « Dans le meilleur des mondes » prévu par Aldous Huxley dans son célèbre roman d'anticipation, où les bébés naissent dans des éprouvettes, libérant ainsi les femmes de neuf mois de quasi arrêt qui leur ont valu par le passé de ne pas occuper dans les sociétés la place qui leur est due au nom de l'égalité.

Nous n'en sommes pas encore là mais cela ne saurait tarder compte tenu de la rapidité avec laquelle progresse la Science.

Aujourd'hui, en France, se pose donc la question de la P.M.A. largement acceptée par la loi et par l'opinion publique. Et surtout, celle de la G.P.A, qui implique une location de l'organisme d'une mère porteuse : la marchandisation du corps humain, donc l'abaissement de la dignité de la femme. Le plus souvent au profit des homosexuels qui sont dans l'impossibilité, selon les lois de la nature, d'engendrer entre eux seulement.

Les pays où l'argent est roi, bien entendu (Etats-Unis, Thaïlande...) pratiquent déjà ce genre d'opération. Il n'y a pas de petits profits. Cela pourrait même devenir un métier, comme la prostitution. En revanche, d'autres s'y opposent, comme la France.



Préserver l'enfant avant toute chose.

Par contre les bébés, nés à l'étranger, d'une mère porteuse étrangère ont-ils droit à la nationalité française puisque le droit du sol n'est pas applicable ? D'où un imbroglio juridico-éthique.

Dans le débat présent, on ne se soucie guère des droits de l'enfant qui, à ce stade, n'a pas son mot à dire. Mais est-ce une raison suffisante ?

Le Parlement français a voté en 2013 la loi sur le mariage pour tous mais il n'est pas allé au-delà. Et c'est sa sagesse. Car il est urgent d'attendre et de se concerter – si tant est que cela soit possible – au niveau international.

Notre Premier ministre le souhaite puisqu'il veut que les pays qui autorisent la G.P.A. ne l'accordent pas aux ressortissants de ceux qui l'interdisent. Sans doute a-t-il rêvé car même la Cour Européenne des droits de l'Homme (CEDH) vient d'enjoindre notre pays de reconnaître la filiation d'enfants conçus à l'étranger.

Avec la Science, surtout en bioéthique, la boîte de Pandore est ouverte. Même le Parlement britannique, le plus vieux du monde, va devoir réviser son adage selon lequel « il peut tout sauf transformer un homme en femme ». ■



Rosangela Barcaro*

L'ÉTHIQUE et les professions de la santé

par Rosangela Barcaro*

C'est en 1982 que le philosophe britannique Stephen Toulmin écrit dans un article que la médecine avait sauvé la vie de l'éthique : dès la deuxième moitié du XX^{ème} Siècle et de manière toujours plus prononcée, des cas cliniques épineux et controversés avaient commencé d'inciter les professionnels de la santé à réfléchir sur les valeurs éthiques de leur profession et sur la signification morale des actes thérapeutiques envisageables ou accomplis. L'importance de la déontologie du médecin, et plus généralement des professions de la santé, commençait à être reconnue surtout grâce à une discipline qui venait de naître, la bioéthique, laquelle recueillait les instances morales soulevées par l'interaction de la médecine et de toutes les possibilités thérapeutiques garanties par les progrès scientifiques et technologiques. L'intensité de ce débat, qui a été lancé dès le début avec la participation de nombreuses sphères du savoir (en plus des sciences médico-biologiques, de grands apports ont été procurés par le droit, la théologie, l'anthropologie philosophique, l'économie, pour ne citer que ceux-là), a fait que même les codes déontologiques qui régissent les professions de la santé ont subi au fil du temps d'importantes révisions et transformations pour pouvoir suivre l'évolution des possibilités techniques et thérapeutiques à la disposition des professionnels. Pour concentrer nos réflexions sur un petit espace dans un cadre d'enquête très vaste, nous porterons notre attention sur le potentiel conflit entre déontologie professionnelle et normes morales individuelles. Il faut rappeler que les professionnels de la santé, médecins et infirmiers tout particulièrement, choisissent volontairement d'adhérer à une communauté professionnelle qui, de par sa nature, est caractérisée par le partage de valeurs morales. Leur comportement en tant que professionnels est dicté par une déontologie professionnelle typique de leur activité; ce sont aussi des individus, des personnes morales, dotées d'un bagage personnel de valeurs et de conceptions du bien. C'est ainsi qu'un

conflit peut surgir entre valeurs morales de la profession et valeurs personnelles de l'individu. Comment doivent agir les professionnels de la santé lorsque ce conflit se présente? Que faire si ce qu'impose la conscience est en contraste avec les exigences de la déontologie professionnelle? Comment peut-on affronter le conflit entre règles morales et règles professionnelles? Selon une proposition récemment formulée par la chercheuse de philosophie politique Roberta Sala, dans un livre consacré à l'exploration du rôle de la philosophie dans les professions de la santé, les réponses aux questions énoncées précédemment ne sont guère possibles si on ne clarifie pas au préalable ce qu'est la déontologie professionnelle et dans quel contexte politico-culturel l'exercice de la profession de la santé peut s'exprimer pleinement.

La déontologie professionnelle

La déontologie professionnelle concerne un domaine d'expérience distinct du domaine personnel qui se réfère à des règles morales inculquées par l'éducation familiale, la foi religieuse, le partage d'idéaux politiques d'une communauté d'appartenance. La déontologie professionnelle est une morale publique partagée par des professionnels qui acceptent certaines valeurs et fins communes, en particulier les fins politiques du bien public. Les valeurs morales professionnelles sont des valeurs neutres par rapport aux morales individuelles, inspirées tant par les confessions religieuses que laïques. Le conflit qui peut surgir entre ces deux domaines moraux investit la dimension sociale, dans laquelle les professionnels de la santé travaillent avec des agissements moraux différents; chacun d'eux est porteur de visions morales particulières, qui, dans des circonstances extrêmes, peuvent être diamétralement opposées. Proposer et entamer des solutions concrètes dans de tels contextes est un défi que les professionnels de la santé et leurs patients affrontent au quotidien. Sur le plan purement formel, les actions inspirées par un code de conduite établi par la

déontologie professionnelle mettent le médecin dans les conditions de rendre compte de son travail, surtout en cas de contestations et litiges. Cependant, le professionnel de la santé est aussi une personne morale dont les choix sont le fruit d'une décision libre et autonome: choisir de suivre la déontologie professionnelle et non pas sa propre morale personnelle lorsque ces deux derniers sont en opposition, est un moyen de surmonter le conflit, même si cela peut signifier le nivellement de l'action morale sur les règles déontologiques de comportement. Comme on le rappelait, les professionnels de la santé travaillent dans des situations de confrontation constante entre les individus et la réalité des cas concrets: les solutions proposées peuvent ne pas être pleinement satisfaisantes pour chacune des parties engagées, ou n'être même que le fruit d'un compromis pragmatique, obtenu suivant des raisons prudentielles. Il ne faut pas oublier que dans le domaine de la santé, en considération de la complexité des cas, il n'est guère possible d'appliquer de manière banale des «recettes» morales établies une fois pour toutes, comme si celles-ci étaient «gravées dans le marbre», ou des algorithmes de raisonnement en mesure de résoudre de manière déterminante les problèmes. De la manière dont se présentent aujourd'hui la société actuelle et les professions de la santé, il est primordial d'explorer les possibilités d'une confrontation morale sans idées préconçues ni verrouillages, au nom d'une authentique et inépuisable recherche de ce qui peut-être considéré non seulement comme le bien en général mais le bien pour le professionnel de la santé et le patient qui se rencontrent à un moment précis et particulier de leur existence et qui peuvent souvent avoir en commun des objectifs et des valeurs morales. ■

*Rosangela Barcaro, maîtrise de philosophie, Docteur de recherche en bioéthique, Conservateur du Servizio Documentazione Scientifica dell'Area di Ricerca del C.N.R. di Genova, auteur de plusieurs articles et monographies dédiés à l'éthique et à la bioéthique.

L'assassinat d'Hervé Gourdel en Algérie : Comme un mouton...

Après le meurtre des moines de Tibehirine tous au service des populations, c'était le tour d'Hervé Gourdel, guide de haute montagne, le 24 septembre 2014, dont on a aussi séparé la tête du reste du corps. De quoi était-il le coupable ou simplement responsable ? Il n'est pas nécessaire de chercher très loin... Ce crime intervient après celui des deux civils américains et d'un Anglais dans le soi-disant « Etat islamique », le même mois, ce qui ne fait qu'accroître la montée de haine en Occident contre tout ce qui se réclame de l'islam, modéré ou non. Cependant, il faudrait se taire, à peine d'être accusé de racisme. La dernière vague totalitaire de l'histoire était la vague stalinienne, déjà inacceptable pour les démocrates : procès préfabriqués, peine de mort, parti unique, information muselée... Mais on ne faisait pas sauter les avions en plein vol, les femmes n'étaient pas considérées comme inférieures, les êtres humains n'étaient pas égorgés comme des animaux... A l'ère d'internet, quand nous voyageons partout à travers le monde, il s'agit d'un coup de frein terrible pour le

progrès. Certes, toutes les nouvelles technologies viennent de contrées qui ne sont pas immergées dans l'islam mais est-ce une raison pour s'en prendre aux ressortissants des pays qui font avancer le monde et honorent l'humanité par leur créativité et la démocratie ? Les islamistes ne peuvent l'emporter par l'intelligence, la liberté... ils essayent donc d'arrêter l'évolution avec leurs méthodes primitives au lieu de pousser les peuples dans leur mouvance religieuse à rattraper ceux qui sont en pointe pour la liberté et le progrès.

Le Président Hollande l'a dit fort justement à New York : « Hervé Gourdel est mort parce qu'il était Français. Viendra peut-être le jour où nos petits djihadistes, nés dans l'Hexagone feront la même chose sur notre territoire. Ce sera plus facile que de prendre l'avion pour se rendre en Syrie ou en Irak. Et, bien entendu, la faute ne leur incombera pas mais sera celle de nos concitoyens qui luttent contre le voile islamique, l'apartheid à table, les heures de piscine réservées aux femmes, des femmes médecins pour les femmes musulmanes etc. ■

« J'ai appris » par Arnold Racine

Arnold Racine est né militant et mourra militant, avec des convictions profondes rivées au corps. Proche de François Mitterrand durant ses campagnes électorales, il nous convie à une leçon de civisme républicain. Avant la seconde guerre mondiale, personnellement, je ne soupçonnais pas que j'étais différent des autres enfants de ce pays, pays où je suis né. J'avais un grand-père qui vint de Russie en France en 1905, Russie où la chasse aux juifs était un passe-temps courant. En 1914, il jugea opportun de s'engager pour défendre le pays qui l'avait reçu lui et sa famille. Puis après la guerre de 1914-1918, il s'est inscrit dans une Association d'Anciens Combattants, pour à la suite des décrets d'octobre 1940, en être exclu, avec interdiction de porter ses décorations. Cet étranger m'avait appris que la République en France avait dès 1789 été le premier pays dans le monde à avoir reconnu les juifs comme des citoyens à part entière. Les mots Liberté-Egalité-Fraternité étaient le souffle de vie qui donnait cet espoir. Mais le mot « Humanité » a-t-il réellement la signification que l'on veut lui donner ? Grand-père me disait : « tu es fils d'étranger et, par ce fait, tu dois montrer l'exemple, apprendre à l'école « des Hussards de la République » (nom que l'on attribuait aux instituteurs), tout ce qui concerne ton pays. J'ai donc appris

que le patriotisme n'était ni le chauvinisme, ni le nationalisme bêtant. J'ai appris que le 22 septembre 1792, devant le Moulin de Valmy, une certaine noblesse dite « de souche » portait l'uniforme prussien contre le peuple de France, simplement pour rétablir ses privilèges. J'ai appris, à mon époque, que la Révolution Nationale d'un dénommé Philippe Pétain prêchait la haine envers d'autres Français, en collaborant avec les héritiers de ces mêmes Prussiens. J'ai aussi appris que des femmes et des hommes appartenant au Mouvement Ouvrier Immigré pouvaient mourir pour la « Liberté-Egalité-Fraternité » en criant VIVE LA FRANCE avec l'accent yiddish, polonais, espagnol, italien... J'ai appris que les premiers chars de l'Armée de Leclerc étaient conduits par des anarchistes espagnols. J'ai appris que les premiers soldats de la France Libre venaient d'Afrique... J'ai appris que l'on pouvait devenir français par le sang versé. Dès lors, nous, les citoyens de ce pays, nous n'appartenons qu'à une seule communauté : « La République ». Moi, ce petit Français, qui parfois a la nostalgie de l'âme slave, des tsiganes, je sais avec certitude mon appartenance à cette terre « France ». L'homme n'a pas à s'assimiler, à renier sa famille, mais il a le devoir de s'intégrer. S'intégrer, c'est comme un amour passionné. C'est aimer ce peuple qui est le sien et savoir aussi prononcer ce mot d'amour : France. ■

Cap Fréhel - Cap d'Erquy



ailleurs

c'est tout à côté

Côtes d'Armor Bretagne

Guingamp - Argoat



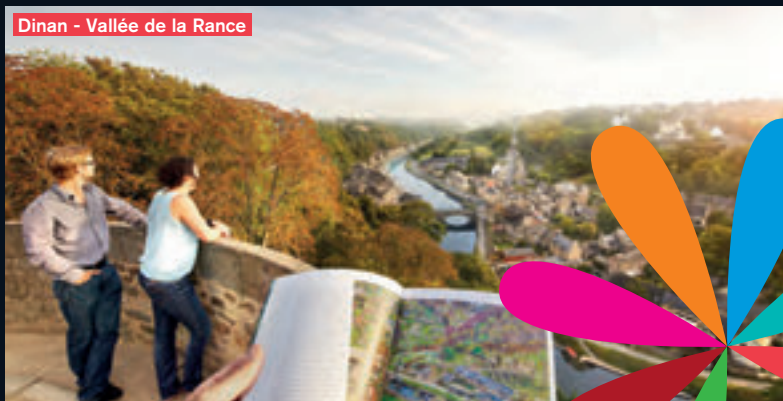
Paimpol - Ile de Bréhat



Perros-Guirec - Côte de granit rose



Dinan - Vallée de la Rance



DÉCOUVREZ LES
7 **GRANDES** DESTINATIONS
DES CÔTES D'ARMOR

Lac de Guerlédan - Canal de Nantes à Brest



Baie de Saint-Brieuc



Réservez
votre séjour
cotesdarmor.com

Une campagne du Département
des Côtes d'Armor



2015

L'Hermione quitte Rochefort pour l'Amérique...

Libertés : Qui a eu cette idée folle un jour d'inventer L'Hermione

Par Tiana Raharisonina

En avril 2015, la frégate *L'Hermione*, reconstruite à Rochefort (de 1997 à 2014) va quitter la Charente pour rallier l'Amérique dans le sillage du jeune La Fayette qui, grâce à elle, vola au secours des 13 colonies révoltées, avant de retourner en France, sous la Révolution, de participer à la rédaction de la première Déclaration des droits de l'Homme et du citoyen, en 1789. Cet événement mérite attention puisqu'il fonda l'amitié franco-

américaine pour deux siècles déjà. NDH a souhaité qu'à cette occasion unique, le président de la République, François Hollande invite son homologue Barack Obama... mais ce n'est pas tout. Il serait opportun que le lendemain, les deux chefs d'Etats transfèrent La Fayette et son épouse Adrienne du petit cimetière de Picpus au Panthéon pour solenniser l'évènement et rappeler tant aux Français qu'aux Américains cette page glorieuse de nos

démocraties. Jusqu'à présent, aucune réponse, comme pour beaucoup d'autres choses dans notre pays. Pendant ce temps, en juin 2015, les Anglais célébreront le 200^{ème} anniversaire de Waterloo. Si rien n'est fait, ce ne sera pas faute d'avoir tiré la sonnette d'alarme. Pour l'heure, donnons la parole au plus humble, au plus discret, au plus travailleur dans la reconstruction de *L'Hermione* : Benedict Donnelly..

(Suite de la page 13)

Entretien avec Benedict Donnelly :



Arc en Ciel : Benedict Donnelly, vous êtes l'âme, la cheville ouvrière de la reconstruction de L'Hermione, frégate qui a porté La Fayette de Rochefort aux côtes d'Amérique du Nord pour aider les Insurgents à se libérer du joug colonial britannique. Qu'est-ce qui vous a motivé et comment avez-vous tenu le coup du début de la construction, en 1997, à sa mise à flot en 2013 ?

Benedict Donnelly : J'ai été à l'origine, en 1985, avec Paul Guimard et Jean-Louis Frot, de la création dans le cadre exceptionnel de la Corderie Royale de Rochefort, du Centre International de la Mer, un centre culturel de rencontres dédié à l'aventure humaine de la mer. En inaugurant ce centre, associé à l'Abbaye de Royaumont, à la Chartreuse de Villeneuve les Avignon, aux Salines Royales d'Arc et Senans, Paul Guimard nous avait donné le cap à suivre : « Beaucoup d'aventures de grand vent sont parties de Rochefort, d'autres vont aujourd'hui en repartir, des aventures de l'esprit ; ce ne sont ni les moins exigeantes, ni les moins périlleuses ». Ce cap, nous l'avons suivi et même dépassé : avec L'Hermione, nous avons associé à l'aventure culturelle une vraie aventure maritime ! En lançant le défi de L'Hermione en 1992, nous avons deux objectifs : redonner à la France une de ses cathédrales maritimes d'autrefois, auxquelles l'arsenal de Rochefort a associé son nom, et faire avec L'Hermione un voyage de la mémoire vers les États Unis sur les traces de La Fayette. Le premier objectif est atteint et le second le sera, j'espère, dès 2015. Le chemin a été long, mais nous nous y étions préparés. Le chantier n'a pas été un long fleuve tranquille et les défis – financiers, techniques, humains –

n'ont pas manqué tout au long de ces dix sept années. Si nous avons tenu le choc, c'est grâce à la cohésion de l'équipage – bénévoles et professionnels – à la fidélité des collectivités locales partenaires et au formidable soutien du public (plus de 4 millions de visiteurs !) et de nos 8000 adhérents qui ont été autant de porte-parole du projet de L'Hermione.

AEC : L'amitié franco-américaine, bien que courte au regard de l'histoire de France n'en est pas moins riche sur le plan relationnel. La densité compense la durée : première et deuxième guerre mondiale. Le projet Hermione-La Fayette est-il la traduction, le symbole, de ce lien si particulier entre nations démocratiques solidaires quoiqu'il en coûte ?

B.D. : Nous n'avons pas choisi de reconstruire L'Hermione pour les seules qualités nautiques de cette frégate même si celles-ci sont bien réelles, aux dires de l'équipage de la nouvelle Hermione ! L'Hermione d'hier, c'était un navire de guerre. L'Hermione d'aujourd'hui, c'est « la frégate de la liberté », c'est aussi un témoin des liens très forts qui unissent, depuis leur création, les États-Unis d'Amérique à la France. C'est un navire avec son histoire - qui a côtoyé grâce à La Fayette, l'Histoire tout court - avec ses symboles et ses valeurs auquel nous avons voulu redonner vie.

AEC : La Fayette est adulé par les Américains ; aimé par les Français comme un héros éternellement jeune, qui a aussi participé à la rédaction de la Déclaration des droits de l'homme de 1789. Avez-vous, après ces travaux d'Hercule de 17 années, encore assez de force, pour demander que le départ de L'Hermione, en avril 2015 soit co-présidé par les présidents français et américain comme le sceau de notre amitié ?

B.D. : Ce serait bien sûr formidable que L'Hermione puisse accueillir l'an prochain à son bord les deux présidents français et américains. Nous avons suggéré que ce rendez-vous très symbolique puisse avoir lieu à Philadelphie sur les lieux mêmes où L'Hermione avait accueilli à son bord en 1781 l'ensemble des membres du Congrès des États-Unis.

AEC : Quel est votre projet après la réussite complète de L'Hermione ?

B.D. : J'ai indiqué, lors de la dernière Assemblée Générale de l'Association Hermione-La Fayette, ma décision de passer le relais au retour du Voyage de L'Hermione en Amérique, en août 2015. Le projet que nous avons porté depuis plus de 20 ans – reconstruire L'Hermione à l'identique, faire de ce chantier une aventure culturelle, et faire un voyage de la mémoire aux États-Unis sur les traces de La Fayette – sera réalisé. Il sera donc temps de passer le témoin pour inventer les 10 ou 20 prochaines années de l'aventure Hermione. A titre personnel, j'aimerais contribuer à bâtir le prochain grand voyage maritime de L'Hermione, en 2017 ou 2018. J'ai proposé que ce voyage se fasse vers l'Océan Indien, par fidélité



L'Hermione de nuit, dans le port de Rochefort

Il était un petit navire...

à l'histoire : à son retour d'Amérique, *L'Hermione* a été envoyée à l'Île Maurice qui s'appelait à l'époque l'Île de France. Dans mon idée, *L'Hermione* pourrait être un bateau ambassadeur non seulement vers l'Île Maurice, mais aussi vers le continent indien et, bien sûr faire escale aussi à La Réunion. Je peux déjà vous dire que cette idée a déjà suscité beaucoup d'enthousiasme chez les intéressés.

Sur un autre plan, j'ai conduit récemment avec Erik Orsenna, à la demande du Ministre de la Défense, une mission de réflexion sur l'avenir du Musée National de la Marine et tout particulièrement du

site de Chaillot. Je suis à la disposition du Président du Musée, Olivier Poivre d'Arvor, pour lui apporter, s'il le souhaite, mon expérience de 30 années comme vice-président délégué de la Corderie Royale et de 20 ans à la tête de l'Association Hermione La Fayette.

AEC : Pourquoi *L'Hermione* arbore-t-elle le drapeau tricolore alors que la première Hermione battait le pavillon blanc en 1780 ?

B.D. : Parce que *L'Hermione* est un vrai navire, un navire qui, pour naviguer aujourd'hui doit se plier aux règles

maritimes d'aujourd'hui. Nous sommes fiers d'avoir construit *L'Hermione* en France et nous sommes tout aussi fiers d'arborer à la poupe du navire le pavillon français, celui du pays où *L'Hermione* est immatriculée.

Et ce d'autant plus que le pavillon porté par *L'Hermione* lors de ses escales est une réplique du pavillon du porte-avions Charles de Gaulle, qui nous a été remis personnellement au nom de la Marine Nationale par le commandant de la frégate *La Fayette*. ■



Questions à Jean-Louis FROT Un citoyen peu ordinaire

Jean-Louis Frot, est un vrai disciple de François de Sales lorsqu'il disait « Le bruit fait peu de bien, le bien fait peu de bruit ». Jean-Louis Frot est un homme politique d'exception, tel que les Français en rêvent

en ces temps où la classe politique est dévalorisée. Actif, imaginatif, responsable, il est celui qui a réveillé cette belle endormie qu'était Rochefort, premier port militaire de l'Atlantique depuis sa création par Colbert sur ordre de Louis XIV. Modeste parmi les modestes, il a enfin consenti à nous accorder un bref entretien.

ARC EN CIEL : Vous êtes un élu (maire de Rochefort pendant longtemps ; vice-président du Conseil Général de la Charente-Maritime) qui a profondément changé sa ville et le département pendant plus de 20 ans. Où avez-vous puisé cette inspiration et cette force ?

Jean-Louis Frot : Sans doute dans une intense activité sportive (cyclisme, basket notamment) durant la jeunesse et la première partie de l'âge adulte. Ce n'était certes pas suffisant mais le goût de l'effort m'a longtemps habité et, très jeune, au sortir de la guerre, j'avais pu mesurer combien Rochefort méritait attention et action. Et j'ai eu la chance d'être entouré et encouragé par une famille et des amis chez lesquels le travail est resté au centre de nos démarches.

AEC : Peut-on œuvrer avec tant de vigueur et de réussite sans briguer un mandat national parlementaire ?

JLF : Oui, tout à fait. Cela permet de concentrer son attention et ses efforts au plus près du terrain et de ses concitoyens. Et puis, je n'avais ni la carrure d'un homme politique, ni la formation ad hoc, n'étant devenu de toute évidence, qu'un homme public.

AEC : La vie politique française a beaucoup évolué depuis une génération. N'y a-t-il pas une conception ancienne, voire civique de la vie publique et une conception nouvelle fondée sur la notion de carrière ?

JLF : Sans doute mais je n'ai abordé mon premier mandat municipal qu'à l'âge de presque 40 ans. Et je n'avais pas du tout prévu d'y rester, sans aucune interruption durant 44 ans. J'ai donc eu beaucoup de chance.

AEC : Votre travail fondamental a été de revitaliser la ville de Rochefort sur le plan industriel. Mais vous avez aussi été le rénovateur de la Corderie Royale et celui a cru au projet Hermione (sans compter la sauvegarde d'une gare SNCF promise à la démolition) celle du pont transbordeur centenaire, la rénovation de la maison du célèbre écrivain Pierre Loti ... Avez-vous manqué de temps ? et faites-vous confiance à la nouvelle génération pour prendre votre relais ?

JLF : J'ai souhaité privilégier deux domaines pour moi fondamentaux, celui de la mise en valeur du patrimoine qu'il fallait reconquérir et celui de la réactivation de l'économie. En fait, ce fut depuis l'origine de Rochefort (1666) les sujets majeurs repris sous des formes sans doute différentes par ceux qui furent à la tête de la ville. Bien sûr, le plus grave problème fut celui de la fermeture de l'arsenal en 1927.

La ville avait été créée pour construire des navires et perdait sa raison d'être lorsque l'arsenal disparut. Bien sûr, lors de mon départ de la mairie tout n'était pas fait mais l'élan était sans doute donné.

Mes successeurs et leurs équipes ont eu et auront, j'en suis sûr, à faire évoluer le travail entrepris entre 1971 et 2001. Le Conseil Municipal actuel et son jeune maire sont animés d'excellentes intentions et je ne suis pas inquiet.

AEC : Le Front National atteint des scores inattendus. Vous qui avez toujours été un démocrate exemplaire, non sectaire, pensez-vous que l'on puisse lui faire barrage à l'avenir ?

JLF : L'extrême droite n'a pas connu de véritable développement à Rochefort. Souhaitons que cette situation demeure. ■

14-18

**CENT ANS APRÈS,
LE DÉPARTEMENT DU NORD SE SOUVIENT**



Exposition "Le pouvoir de l'image durant la Grande Guerre"
du 08.11.2014 au 01.02.2015



Exposition "Drakkars et casques à pointes" jusqu'au 31.12.2014



Exposition "De Gaulle, de Corbie, Maillot - des familles en guerre.
1914-1918" du 22.11.2014 au 04.10.2015

Vers une VI^{ème} République ?

La France pays des révolutions ; pas des réformes

par Jérôme Allain



Si la France a le goût de la Révolution, beaucoup de pays ont celui de l'évolution...

Voici la nouvelle « tarte à la crème » en politique française. Quand on n'a rien à dire, rien à proposer : faire une sixième république. Comme si la cinquième n'avait pas fait ses preuves de résistance à l'instabilité ministérielle d'antan (de la troisième et de la quatrième) et qu'il fallait avoir un nouveau chantier où cela va être une bataille généralisée pour se faire remarquer par l'opinion publique.

Chez les Anglo-Saxons, quand un correctif doit être apporté à la loi fondamentale on fait un amendement mais on garde le socle sur lequel est construite l'unité nationale. Ainsi la Grande Bretagne, qui n'a, en outre, pas de constitution écrite, procède par la loi et le consensus ; aux États-Unis, on vote un amendement.

Il n'y a que chez nous, parmi les grandes et anciennes démocraties, où l'on joue au « chamboule-tout ». Pure démagogie pour servir de faire-valoir.

Dans la cinquième république française, expérience faite, l'axe principal est l'élection du président de la République au suffrage universel. La reine des scrutins ; celle qui mobilise le plus les électeurs et le personnel politique. Et l'on voudrait revenir à un régime parlementaire à la papa ou à la grand-papa ? Sinon, quoi ? Un régime présidentiel à l'américaine ? Nul ne l'évoque. C'est oublier que partout de par le monde, c'est le modèle français, semi-parlementaire, semi-présidentiel qui a

prévalu lorsque les peuples ont accédé à l'indépendance ou ont fait une révolution. Certes, ce ne sont pas tous des démocraties exemplaires mais l'idée, le chemin le plus emprunté est français, n'en déplaise aux complexés.

Au lieu de s'attaquer à la base de notre constitution qui a montré sa souplesse depuis près de soixante ans, peut-être nos brillants politiciens (plutôt de gauche) feraient-ils mieux, en cette période de chasse aux déficits, de se demander à quoi sert encore le Sénat (subrogé à l'Assemblée nationale) et le Conseil économique, social et environnemental ? Beaucoup de vraies démocraties (d'Europe du Nord en particulier) ont des constitutions monocamérales. Sont-elles moins démocratiques pour autant ? En revanche, que d'économies pour l'argent public.

En France, le nombre de députés est considérable par rapport au nombre d'habitants ; bien supérieur à celui d'autres pays équivalents. Il faudrait, normalement, le réduire, au moins d'un tiers. Mais proposer cela provoquerait une levée de boucliers immédiate. Voyons donc les choses avec réalisme et pragmatisme. Car, déjà, supprimer le Sénat et le CESE condamnera séance tenante celui qui le proposera.

La France, hélas, est le pays des révolutions pas des réformes. Parlez toujours des réformes (comme celle des collectivités) ; ne les faites jamais. ■

Bardot-Le Pen sur le même bateau

Nos octogénaires ont la pêche. Lors du documentaire diffusé par France 2 sur Brigitte Bardot ont voyait notre illustre B.B. sur le bateau de Jean-Marie Le Pen par un beau jour d'été... Dans le même documentaire, la grande actrice ne tarissait pas d'éloges pour le Front National, son fondateur et sa fille. Ainsi, il n'y avait plus de mystère. Ces deux grands animateurs de la vie politique et sociale

française depuis plus d'un demi-siècle étaient de vrais amis qui ont su capter l'opinion de nos concitoyens. Quelques jours auparavant, Serge Moati, journaliste-réalisateur, publiait un ouvrage pour dire son empathie pour Jean-Marie Le Pen, qu'il rencontrait depuis 1980. Décidément, en France, c'est à croire qu'il n'y a de gloire que dans le passé. Et l'avenir dans tout cela ? On ne le regarde que dans le rétroviseur ? ■

SNCM - Air France, même combat !

La SNCM. (Société Nationale Corse Méditerranée) et Air France (pas tout Air France. L'Air France des pilotes) sont la France en miniature. Voilà deux entreprises à fort capital public qui font tout pour couler alors que leur avenir était assuré. Cela devrait faire plaisir au trois millions de chômeurs que compte le pays et, qui eux, n'ont pas ce privilège. La SNCM ? Une compagnie où les marins sont rois, souvent pris la main dans le sac, avec un temps de travail et de repos on ne peut plus favorable. Rien à voir avec sa rivale, la Corsica Ferries qui sur le même trajet Corse-continent, coûte 25% moins cher et rafle la mise commerciale. L'État renfloue les caisses, tout en se faisant réprimander par Bruxelles ? Nos privilégiés n'en ont cure. Ils se mettent en grève de longue durée, en plein été, la haute saison, pour sauvegarder leurs prébendes. Et l'actionnaire privé ne souhaite qu'une chose : sortir de cette galère, au propre comme au figuré. Bravo les artistes soutenus par la C.G.T. toujours partisane d'une économie à la soviétique (sinon, comme pour le monopole de l'embauche des dockers à Marseille, vous êtes un « réactionnaire »). C'est ainsi, déjà, qu'une bonne partie du trafic maritime du port de Marseille

s'est détourné vers des destinations plus avenantes. Quant à la SNCM, ce sont les commerçants corses, lassés eux aussi, qui les ont contraints à reprendre le travail par leurs manifestations musclées mais légitimes. À Air France, il en va de même. Les pilotes ont fait grève près de 15 jours au grand dam des passagers, du reste du personnel et de la direction qui a enregistré, à défaut des bagages, plus de 50 millions de perte qui auraient été bien utiles pour redresser la compagnie. Mais avec un salaire minimum de 15 000 € par mois, on peut se permettre d'être gréviste et « d'enschroumfer » tout le monde. Ce sont des seigneurs, des nantis que le sort de l'entreprise ne soucie guère. En fait, de vulgaires corporatistes qui se cambrent contre l'évolution de l'entreprise et la prise en compte du phénomène des compagnies à bas coût (dire « low cost » en français médiatique). Ils avaient l'habitude de co-gérer Air France... et ils ont perdu devant la colère de l'opinion publique, donc des Français qui ne peuvent comprendre, quand eux doivent se serrer la ceinture, que des gens qui doivent tenir compte de la météo, veuillent faire la pluie et le beau temps. ■

Deutschland über alles ?

Fut un temps, un long temps, il y a longtemps où l'Allemagne était un pays devenu responsable après trois guerres, dont deux mondiales. Que ce soit Konrad Adenauer, Willy Brandt, Helmut Schmidt, Gerhard Schröder, tous les dirigeants étaient des sages passés maîtres dans l'art de la coopération, surtout européenne. Le tandem franco-allemand était un chef d'œuvre d'intelligence sans que les intérêts outre-Rhin en pâtissent pour autant. Avec la chancelière de fer, comme autrefois avec Margaret Thatcher en Grande Bretagne, dans la lignée de Bismarck, mieux vaut se garder et si vous lui serrez la main, compter ses doigts après qu'elle vous l'ait rendue. L'économie européenne est à l'arrêt et il faut la relancer. Mais comment lorsque, à la différence du *New Deal* de Roosevelt, vous n'acceptez pas de déficit budgétaire pour relancer la consommation et les investissements ? La règle de l'équilibre est raisonnable mais elle ne doit pas être un dogme. Or Madame Merkel s'y accroche, refusant tout compromis. On daube Outre-Rhin contre les pays du Club Méditerranée (l'Europe du Sud). Mais rira bien qui rira le dernier et on est en droit de regretter que la France ne hausse pas le ton, voire ne tape pas du poing sur la table en même temps que ses voisins, *hic et nunc*. L'Allemagne veut faire cavalier seul ? Qu'elle le fasse et prenne ses responsabilités (« historiques ») vers de nouvelles aventures... À qui appartient l'avenir ? Sa natalité est défaillante. Elle a renoncé au nucléaire civil au prix de la

réouverture de ses centrales thermiques qui polluent aussi ses voisins (lesquels se taisent, comme de coutume). Elle n'avait pas de SMIC, comme un pays sous-développé et vient de l'adopter, à un niveau inférieur au SMIC français. Ses investissements tant publics que privés sont inférieurs à ceux de la France. Et ce serait un pays de cocagne, à l'avenir ? Qu'a gagné la Grande-Bretagne avec la politique de Margaret Thatcher ? La financiarisation de son économie. Que gagnera l'Allemagne d'Angela Merkel quand on aura fait le bilan ? Elle aura fait stagner l'Europe économique. Et pour quel profit, sinon d'entraîner tous ses voisins dans la récession. L'Europe du Sud vit au-dessus de ses moyens ? Sans doute et il fallait corriger la trajectoire. C'est en cours mais à quoi servirait-il d'étrangler ses partenaires ? Pour encore une fois afficher sa suprématie (par d'autres moyens qu'au XX^{ème} siècle cette fois) ? On aime à rappeler cette phrase de François Mauriac : « *J'aime l'Allemagne. Je l'aime tellement que je suis content qu'il y en ait deux* ». C'était avant la chute du mur de Berlin. Nous, nous dirons la même chose que l'académicien, mais nous, ce sera pour dire : « nous sommes contents qu'il y en ait deux : l'Allemagne sociale-démocrate et l'Allemagne de la C.D.U. ». L'une est proche de nous, l'autre pas. Sinon la chanson de Barbara « *Göttingen* » sera à nouveau d'actualité : « que jamais ne revienne le temps de la haine »... Déjà, en Grèce les vieux souvenirs de guerre remontent à la surface. Dommage ! Tout ça pour ça... ■



NDH ou le Sisyphe des droits de l'Homme

Un bilan provisoire



Argentine 1978-1984

Un combat historique de 320 semaines contre la dictature argentine. En solidarité avec les Mères de la Place de Mai chaque jeudi du 5 octobre 1978 au 5 octobre 1984. NDH, né en novembre 1977, s'est lancé très vite dans l'action au service des droits de l'Homme traditionnels même si son objectif premier était la conquête de nouveaux droits.

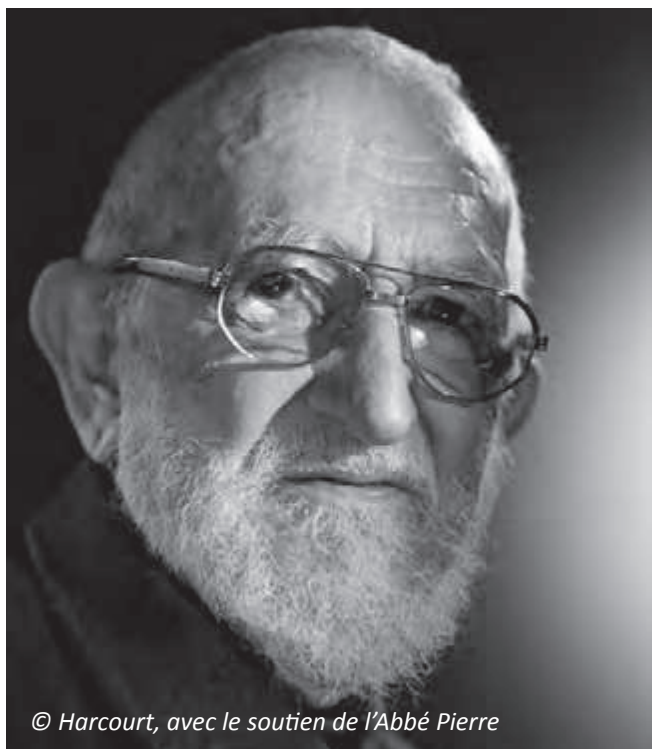
L'Argentine étant sous la botte des militaires depuis 1976, elle fut la première visée, en solidarité avec les Mères de la Place de Mai qui manifestaient chaque jeudi pour retrouver leurs enfants, leur mari disparus... Bien vite de nombreuses personnalités vinrent appuyer ce

combat devant l'ambassade d'Argentine à Paris : François Mitterrand, Lionel Jospin, Jacques Delors, Bertrand Delanoë, Michel Foucault, Yves Montand, Simone Signoret, Catherine Deneuve, Bernard Kouchner, Artur London, Daniel Balavoine... Cette saga interminable s'arrêta après le retour de la démocratie sur les bords du rio de la Plata. Tout se retrouve dans le livre de



Pierre Bercis : « *Volver* » publié aux éditions du Cerf en 2013.

Nouveaux Droits de l'Homme :



© Harcourt, avec le soutien de l'Abbé Pierre

la forme d'un titre II à la Déclaration de 1789 qui a été adressée à tous les parlementaires. 522 parlementaires, députés et sénateurs de droite comme de gauche l'ont signée et six groupes (trois à l'Assemblée, trois au Sénat) l'ont déposée officiellement. Cependant, elle n'a pas été inscrite ensuite à l'ordre du jour. Mais l'idée était entérinée par une large majorité de parlementaires ce qui est plus qu'un sondage d'opinion. En 2008, Nicolas Sarkozy, président de la République, dans un discours, le 8 janvier 2008, après avoir lui-même soutenu ce projet en tant que député y a consacré un discours. Hélas, il en a confié la réalisation à Simone Veil qui y était hostile... d'où un nouvel ajournement. Satisfaction : Jacques Chirac, maire de Paris après une rencontre, devenu président de la République a fait reconnaître *a minima* le « droit à vivre dans un environnement sain ». Ce projet de société pour la France, largement reconnu comme nécessaire dans les années 2000-2010 reste en chantier, en espérant qu'il ne le sera pas trop longtemps encore.

Projet d'enseignement du Droit dans le secondaire

Éradiquer la mort par le froid – 1993

Au nombre des droits de l'Homme élémentaires, en France même, la mort de froid était un scandale. L'appel de l'Abbé Pierre, en 1954, aussi retentissant fut-il, n'avait pas totalement abouti. Nouveaux Droits de l'Homme fit donc une proposition de loi imposant à toutes les villes de France d'avoir l'obligation d'avoir des abris en nombre, au prorata de sa population. Appuyée par l'Abbé Pierre elle fut votée par le Parlement en 1993 à l'unanimité. Désormais, seuls ceux qui refusent librement de se mettre à l'abri risquent la mort par le froid.

Reconnaissance de nouveaux droits

La reconnaissance de nouveaux droits, au-delà des droits de l'Homme votés en France en 1789 et 1948 par les Nations Unies est la raison d'être de NDH. Les droits de l'Homme ne doivent pas seulement être défensifs mais dynamiques pour traduire les progrès de la société dont ils tracent, bout à bout, un projet : droit à la paix, droit à un environnement sain, droit à la laïcité, droit au respect des cultures, droits par rapport à la Science etc. Pendant plusieurs années, une commission composée des plus grands juristes (Guy Braibant, Maurice Duverger, le bâtonnier Pettiti, le professeur Edmond Jouve ...) s'est réunie pour arrêter ce que devraient être les droits nouveaux, complémentaires des droits traditionnels. Cette commission a rédigé une proposition de loi sous

En France, comme dans bien d'autres pays, la violence se déchaîne. La vieille éducation civique est insuffisante à réfréner la progression des atteintes aux droits des personnes. La formation au Droit (jusqu'à présent réservée à ceux qui ont obtenu le baccalauréat, et à condition qu'ils se spécialisent en Droit à travers une licence ou un doctorat) est nulle alors que le Droit est une philosophie du comportement. NDH a donc proposé que les rudiments du Droit soient enseignés de la sixième à la terminale au même titre que l'histoire ou la littérature. À cette fin, un programme, année par année, a été proposé pour que la jeunesse pense à l'avenir selon les règles démocratiques. Sans suite, quel que soit le ministre de l'Éducation nationale.



de la pensée à l'action



Une Déclaration qui appelle une suite...

Affichage de la Déclaration des droits de l'Homme dans tous les établissements scolaires

Il était aberrant que la Déclaration des droits de l'Homme, base de la philosophie des Français, ne soit pas affichée à l'entrée de toutes les écoles du pays.

La proposition en avait été faite à Lionel Jospin lorsque celui-ci était ministre de l'Éducation nationale, ce qu'il avait accepté. Néanmoins il aura fallu vingt ans pour que la réalisation soit concrétisée sur ordre du Premier ministre François Fillon. L'idée était que, chaque fois qu'un incident se produit dans un établissement scolaire, la communauté éducative se réunisse pour rappeler les valeurs de la démocratie. Vingt années pour cela en dit long sur la réactivité de la classe politique.

1983-2014... Solidarité avec la Résistance iranienne

Depuis 1980, NDH a été solidaire des opposants au régime religieux dictatorial mis en place en Iran par Khomeiny. Tant avec Bani Sadr, premier président

de la République à la chute du Shah qu'avec Chapour Bakhtiar, ancien Premier ministre. Mais ce sont les Moudjahidins du Peuple d'Iran (OMPI) qui ont structuré cette résistance dans la durée, autour de la personnalité de Massoud Radjavi.

Ce combat a duré des années lorsque, le 17 juin 2003, le gouvernement français dont Nicolas Sarkozy était le ministre de l'intérieur et Dominique de Villepin le ministre des Affaires étrangères, en complicité avec Téhéran, ont ordonné une rafle à leur siège d'Auvers sur Oise, où François Mitterrand, président de la République en 1981, leur avait accordé l'asile politique.

Ce fut alors un déluge d'inculpations pour terrorisme, trafics en tous genres... Choqués par ces accusations grotesques et télécommandées, notre solidarité fut totale malgré les risques d'accusation de complicité. C'est en nos bureaux que se tinrent les conférences de presse où les journalistes se bousculaient par goût du scandale.

Si la démocratie n'est pas encore établie aujourd'hui en Iran, l'OMPI a totalement été blanchie par le juge anti-terroriste Marc Trevedic, en septembre 2014. Mais, comme il n'y avait plus de scandale, la presse française n'en a dit mot.





La création de l'Ordre des droits de l'Homme

L'action civique des femmes et des hommes est souvent récompensée par l'attribution de la Légion d'honneur ou de l'ordre national du Mérite. Mais ces honneurs, s'ils touchent les militaires, les fonctionnaires, les artistes, les sportifs, touchent très peu les droits de l'Homme. Pour cela, au niveau international, seul

le Prix Nobel de la paix prévaut, ce qui est un sujet d'étonnement dans la patrie des droits de l'Homme. D'où notre proposition de création pour la France de « l'Ordre des droits de l'Homme » qui permettrait à ce pays qui a publié la première Déclaration des droits de l'Homme de récompenser cent personnes qui, à travers le monde ou en France, se sont dévouées à cette noble cause. Hélas... il faudra encore attendre.

La création d'une chaîne de télévision entièrement consacrée à l'emploi



Les droits de l'Homme doivent être réels et pas seulement formels. Pour cela, NDH se bat depuis plusieurs années pour la création d'une chaîne de télévision uniquement consacrée à l'emploi, en diffusant en boucles les offres et les demandes, région par région ; en organisant des débats *ad hoc* précédés de reportages sur les entreprises, la formation ; en sollicitant la participation des patrons et des salariés etc. Le but est d'ajuster l'offre et la demande pour réduire au maximum le chômage. Alors qu'il existe une chaîne pour l'Assemblée nationale

et une pour le Sénat ; pour le sport, pour l'Histoire etc. il est anormal qu'aucune chaîne ne soit consacrée à ce qui est le premier souci des Français, d'autant qu'il existe au moins une chaîne inutile sur l'ensemble des chaînes du service public où « loger » ce média si nécessaire. Si une telle chaîne n'est pas la panacée, elle contribuerait au moins à réduire la question de l'emploi.

Transfert de La Fayette au Panthéon



La Fayette a non seulement contribué à libérer l'Amérique mais il a été un des pères de la Déclaration des droits de l'Homme et du Citoyen. A ce titre il devrait être au Panthéon. En 2015, *L'Hermione*, la frégate qui l'a amené, à partir de Rochefort outre-Atlantique, reconstruite à l'identique, doit refaire ce voyage historique qui scella l'amitié entre deux peuples démocratiques. NDH demande donc au Président Hollande d'inviter son homologue Obama pour ce nouveau départ de *L'Hermione* et dans la foulée, le transfert du héros des deux mondes dans le « temple des grands hommes ».

Érection d'une statue aux Droits de l'Homme

Le Président François Mitterrand a tenu, pour le bicentenaire de la Déclaration à consacrer, au Trocadéro, une « esplanade des droits de l'Homme ». Problème : aucune œuvre n'est sur place dédiée à ceux-ci. NDH demande dès lors l'érection d'une statue à cet endroit, dans l'axe tour Eiffel-Champ de Mars. Ce pourrait être, en hommage particulier aux droits de la femme, la reproduction du tableau de Delacroix « La liberté guidant le peuple » qui est représentée par une femme aux seins nus, à la façon des actuelles « Femen » ukrainiennes. ■

Prix Nobel de la Paix

A Malala Yousafsai (Pakistanaise) et Kailash Satyarthi (Indien)



Le Prix Nobel partagé entre deux acteurs au service de la paix vaut mieux que celui attribué à Barack Obama, à peine élu et n'ayant alors jamais fait ses preuves. On ne peut que s'en réjouir, surtout pour la jeune Malala, qui a eu le courage d'affronter les Talibans pour s'être battue afin que les filles continuent à bénéficier d'une scolarisation. L'action de Kailash Satyarthi est moins médiatique, moins tragique aussi. Cet Indien a consacré sa vie à lutter contre le travail des enfants, une plaie dans son pays.

En partageant le Prix Nobel de la Paix, le jury démontre une fois de plus, qu'un seul prix ne saurait suffire pour encourager les militants des droits de l'Homme dans le monde. L'occasion pour NDH de rappeler sa proposition que la France, « patrie des droits de l'Homme » crée enfin l'Ordre des droits de l'Homme pour honorer chaque année, au 14 juillet, cent acteurs ou actrices dévoués à cette cause. C'était un projet pour notre pays. Cela devient une nécessité. ■



Cimetière du monastère de Tibeirine,
Algérie © Wikipedia / Ps2613

Moines de Tibeirine

L'Algérie continue de tricher... Pourquoi ?

Après le film de Xavier Beauvois « *Des hommes et des dieux* » on connaît mieux la tragédie des sept moines de Tibeirine, lâchement assassinés en 1996 dans leur monastère de l'Atlas. Qui sont les courageux individus armés qui s'en sont pris à des hommes aux mains nues, qui vivaient dans la pauvreté et aidaient une population locale dans le plus grand dénuement ? Selon les autorités algériennes, c'est le G.I.A. (Groupe Islamique Armé). Selon d'autres éléments de preuve ce serait ni plus ni moins que l'Armée algérienne. Le corps des moines n'a jamais été retrouvé. Seules sept têtes l'ont été avant d'être ensevelies aux abords du monastère. Ont-elles été coupées avant leur exécution ou après ? Qui est l'auteur de ces crimes ? La Justice française enquête depuis. Mais sans résultat car le gouvernement algérien avait jusqu'à présent empêché toute constatation médico-légale pouvant déboucher sur des preuves. Pourquoi, sinon parce qu'il a quelque chose à cacher ? Sur pression de la France, du juge anti-terroriste Marc Trevidic, de l'avocat français des familles Patrick Baudouin, l'Algérie « officielle » derrière laquelle se

cache des généraux a enfin cédé « très démocratiquement » aux instances. Le juge (le même qui a blanchi nos amis iraniens) a enfin pu se rendre sur place et procéder à l'examen des crânes des victimes. Mais, à nouveau, lorsqu'il s'est agi de ramener en France – non pas les crânes mais quelques prélèvements – permettant de dater la mort et la décapitation *post mortem* ou non, l'Algérie s'est encore opposée à cette opération élémentaire. Conclusion : puisque c'est la seconde fois que les autorités d'Alger s'opposent clairement à l'avancée de l'enquête, on peut en déduire qu'elles y ont intérêt. Ce que n'a pas manqué de dire Patrick Baudouin, grand militant des droits de l'Homme. En définitive, comme l'Algérie depuis son indépendance n'a jamais été transparente, sauf lorsque Mohammed Boudiaf a été élu Président (et cela lui a coûté la vie) on peut rationnellement penser qu'il va au moins falloir une nouvelle génération pour continuer le travail d'enquête. Pourquoi encore ? Mais parce que les experts disent que les preuves vont disparaître... « Bon sang, mais c'est bien sûr. Élémentaire mon cher Watson ! ». ■

Imbroglia Oriental

par Jean-Dominique Capocci

Depuis la révolte pacifique des Syriens contre la dictature de Bachar El Assad, en 2011, la situation au Proche et Moyen Orient ne fait que se dégrader, notamment par l'irruption de forces islamistes en Syrie au détriment des forces laïques mais également par l'immixtion de l'Irak dans les affaires intérieures de l'Irak, aussi condamnable que l'invasion américaine dans ce pays en 2003. De ce fait, en 2014, il n'y a plus rien à comprendre alors que les horreurs commises par le soi-disant « État islamique » (DAECH) imposent une intervention internationale, à peine d'être accusé de non assistance à peuple en danger. Chrétiens, Yezidis, Kurdes sont menacés directement par les nouveaux barbares dont on a peine à croire qu'ils appartiennent à la communauté humaine tant leur cruauté est inédite. Les femmes, comme de coutume, sont les plus menacées. Elles paient le prix le plus fort, comme au Nigéria avec Boko Haram qui a enlevé pour les convertir et les marier de force plus de 200 très jeunes filles ; idem au Mali, en République Centrafricaine... Qu'est-ce qu'une femme pour ces monstres sinon un simple objet sexuel. Mais ce n'est pas tout. Les hommes : humanitaires, journalistes, sont aussi l'objet de leur vindicte. On les égorge devant les caméras afin de susciter la répulsion universelle et inciter les jeunes musulmans,

filles ou garçons à rejoindre leur camp, celui qui prétend être celui des vainqueurs. Et cela marche ! De France, d'Allemagne, de Grande Bretagne... des idiots répondent à l'appel quand ils ne préparent pas des attentats dans les pays démocratiques.

Les Européens préparent des mesures pour arrêter celles et ceux qui ont été faire le djihad en Syrie à leur retour. Mais de quel droit ? Au nom de quel texte ces gens n'avaient-ils pas le droit de se rendre librement dans ces régions troublées ? Comment prouver qu'ils se sont battus au côté des islamistes ? En les emprisonnant à leur retour, on fait reculer la démocratie... ce que cherchent d'ailleurs les islamistes. Donc, en cela, ils ont gagné. Ces fous de Dieu, nous dit-on, ont la nationalité française ou allemande ou britannique puisqu'ils sont nés sur notre sol ; qu'ils y ont grandi. Soit. Mais alors, s'il est prouvé qu'ils se sont mêlés à ces guerres d'un autre temps, au lieu de les emprisonner, il n'y a qu'à leur retirer la nationalité, tout simplement. Ainsi, leur vie, à leur retour, deviendrait plus compliquée ce qui n'empêchera pas, d'ailleurs, de les surveiller étroitement s'ils avaient des vellétés de poursuivre en Europe leur basse besogne. Certes, sauf qu'une convention internationale de 1961, que la France a signée, l'interdit. ■

Burkina-Faso

Le pays des hommes intègres se désintègre

« **T**rès cher » Burkina Faso, un des pays les plus pauvres du monde... Le voilà plongé dans la tourmente à son tour après 27 ans de règne continu de Blaise Compaoré, lequel était arrivé au pouvoir à la suite d'un coup de force contre son ami Thomas Sankara. Cela ne nous rajeunit pas ! François Mitterrand était alors Président et lors d'un voyage à Ouagadougou avait été copieusement agressé verbalement par le jeune dictateur Sankara (ne pas confondre avec « Cent Carats » et les diamants de Bokassa dans « l'empire Centrafricain »). Au point que le président français en avait laissé son discours officiel pour improviser face à ce futur Guevara africain. Pour mémoire, le Burkina était l'ex Haute Volta, pays du Sahel partie prenante de l'ancienne Afrique Occidentale Française (A.O.F.) dont la population, à moitié musulmane, à moitié chrétienne est la plus pacifique du monde. Ici pas de djihadistes (pas encore). Les gens sont doux, avenants et plein d'initiatives. C'est le seul pays d'Afrique à avoir créé deux événements de dimension internationale qui honorent le continent. En effet, à Ouagadougou se tient tous les deux ans le S.I.A.O. (Salon International d'Art Africain) qui valorise le riche artisanat du continent et le FESPACO (Festival de Cinéma Africain) qui prouve qu'il n'y a pas qu'Hollywood, Bollywood et le cinéma européen. Pour tous les amoureux de l'Afrique, le Burkina est jusqu'à présent un paradis pauvre, mais un paradis tout de même, riche sur le plan architectural, tant moderne (voir Ouaga 2000) qu'ancien (Bobo-Dioulasso).

On espère donc que la situation ne va pas se détériorer comme ce fut le cas en Côte d'Ivoire, voire en Libye ou en Egypte, grâce à la sagesse légendaire de ce peuple.

Blaise Compaoré était un militaire, qui succédait à un militaire. Mais c'était il y a presque 30 ans. Désormais, les mentalités ont changé. L'Armée n'est plus la seule colonne vertébrale de la nation. La société civile a trouvé sa place, comme elle l'a prouvé en se soulevant lorsque Blaise a tenté de faire modifier la constitution, puis en manifestant à nouveau au lendemain de sa démission contre l'irruption de « galonnés » au pouvoir qui voulaient profiter de l'aubaine.

Le Burkina est mûr pour la démocratie. Quelles que soient les fautes du Président en déroute, il est honnête de rappeler qu'il a donné une constitution au pays, permis le multipartisme, aidé la principale organisation de droits de l'Homme qu'est le MBDHP. Blaise était plus paternaliste que dictateur. Avis donc aux autres chefs d'États africains qui seraient tentés à leur tour de se maintenir au pouvoir par des manœuvres politiciennes. Cela ne marche plus de nos jours. L'exemple à suivre reste, dès lors, celui de notre ami le Président Léopold Sedar Senghor au Sénégal, qui fut Président d'honneur de NDH jusqu'à sa mort. Il est toujours temps de s'en inspirer où que ce soit. ■



© Amanda Lucidon

Résistance iranienne : la fin du tunnel

par Christian Austruy

Nos amis de la Résistance à la république islamique d'Iran, que NDH soutient depuis 33 ans pour dénoncer les tortures, les assassinats, l'absence de démocratie au pays des barbus ont enfin vu une lumière poindre à l'horizon bien qu'ils ne soient pas encore au bout du chemin...

Mis sur la liste des organisations « terroristes » par différents pays (France, Etats-Unis, Grande Bretagne...) à l'instigation des despotes de Téhéran bien qu'aucune preuve d'un quelconque acte de terrorisme n'ait été relevée contre eux, ils en ont été sorti après des procédures lancées tant au niveau des États que de l'Europe. Mais ce n'était pas tout...

Le 17 juin 2003, il y a onze ans, le ministre de l'Intérieur français, Nicolas Sarkozy, à la demande de son « ami » Dominique de Villepin, ministre des Affaires étrangères qui se préparait à passer de juteux contrats avec l'Iran, a ordonné une rafle au siège de l'OMPI, à Auvers sur Oise, à la levée du jour.

Pourtant, c'est le Président François Mitterrand qui leur avait accordé en 1981, l'asile politique sous condition de ne pas avoir d'activités incompatibles avec la démocratie, ce qu'ils ont scrupuleusement respecté pendant deux décennies et au-delà.

Tous les dirigeants : la Présidente Maryam Rajavi et tous les militants présents ont été emmenés comme de vulgaires voyous. Plus de 1 300 policiers, armés jusqu'aux dents, ont procédé à une perquisition pour trouver des armes... sans rien découvrir. Bredouilles ! Il n'empêche. Le juge anti-terroriste de l'époque, l'inénarrable Bruguière les a mis en examen tandis que les militants, eux, faisaient l'objet d'un arrêté d'expulsion en violation des conventions de Genève qui protègent les réfugiés politiques menacés dans leur pays. A fortiori alors qu'aucun acte répréhensible n'était retenu contre eux.

Heureusement, il y a encore une Justice dans notre pays.



Après 35 ans de règne sans partage des dignes héritiers de Khomeiny, un espoir se dessine...

Les rescapés de ce coup de force ignoble ont trouvé refuge dans nos locaux pour y tenir une conférence de presse, à laquelle les journalistes français se sont précipités en grand nombre alors qu'habituellement ils ne s'intéressent en rien à l'action de l'OMPI. Mais là, il y avait du scandale, un exploit des policiers français, cela valait la peine de se ruer quand l'hallali était sonné.

Des manifestations spontanées ont eu lieu aussitôt, voire quelques immolations par le feu. Puis les dirigeants de la Résistance, mis en examen, ont été libérés ; les juges ont ordonné l'annulation des arrêtés d'expulsion.

Aucune arme n'a été trouvée, bien entendu. Mais les fonds de l'organisation ont été bloqués ; les ordinateurs enlevés. Motif, selon Bruguière ? Terrorisme,

financements illégaux etc.

Ce que l'on appelle de nos jours un « grand n'importe quoi ». Depuis ce jour à marquer d'une croix noire, aucun acte d'instruction supplémentaire, aucun interrogatoire n'a eu lieu... pendant onze ans !

C'est dire la gravité des faits reprochés à nos amis. Encore une chance qu'à la différence de l'affaire des Irlandais de Vincennes, le G.I.G.N. n'a pas, au préalable, déposé lui-même des armes pour avoir ensuite la surprise de les trouver !

En septembre 2014, enfin, le juge anti-terroriste Marc Trevedic (le même qui gère le dossier des moines assassinés à Tibehirine) a annulé toute la procédure et blanchi définitivement Maryam Rajavi et ses amis. La presse française a-t-elle fait autant de « ramdam » que le 17 juin 2003 ? Que nenni. Ni radio, ni télévision n'en ont parlé ; idem pour la presse écrite à l'exception, comme d'habitude, du Canard Enchaîné qui a rappelé ces hauts faits du gouvernement de droite et de la police.

Souhaitons un peu plus de clairvoyance des autorités françaises à l'encontre de la république islamique lorsqu'elle prépare un armement nucléaire pour peser encore plus sur les affaires du Proche Orient. ■

Avec Vladimir Poutine, les chiens aboient, la caravane passe...

par Kéthy Kvantaliani

Il se passe toujours quelque chose en Géorgie. Les Géorgiens se demandent sans cesse ce que va encore inventer la Russie (qui occupe déjà 20% de leur pays, continue de grignoter leur territoire... et de poser des barbelés). Ceci peut paraître surréaliste mais c'est l'amère réalité. Présentement, la Russie s'occupe méthodiquement de l'Ukraine. Mais quand on connaît l'appétit impérial du sieur Poutine, la question « à qui le tour ? » se pose inévitablement. Et pour cause. Tout récemment, Moscou a proposé à l'Abkhazie (région géorgienne séparatiste) un projet d'accord sur « la coopération et l'intégration » prévoyant la création de forces armées communes. Celui-ci stipule qu'une agression contre l'Abkhazie serait automatiquement considérée comme une agression contre la Russie même. Les forces militaires Abkhazes seraient soumises aux généraux russes ; toutes les infrastructures militaires, le système douanier et fiscal seront calqués sur la législation russe. Ainsi tous les éléments d'une annexion pure et simple sont réunis. Aux termes de cet accord, l'Abkhazie deviendrait partie intégrante, économique et militaire de la Russie. Bien évidemment, la Géorgie considère cela comme un pas vers l'annexion de cette région. Et cet accord considéré comme une pression indirecte pour que la Géorgie rentre dans l'Union eurasiatique.

Il serait naïf de penser qu'une telle adhésion permettrait à la Géorgie de récupérer son territoire. En effet, déjà en 1994, suite au conflit en Abkhazie, la Géorgie avait été contrainte de devenir membre de la Communauté des Etats Indépendants sans résoudre pour autant la question de l'intégrité territoriale. Pour mémoire, ce conflit, étiqueté « conflit ethnique entre Abkhazes et Géorgiens » était en fait un conflit russo-géorgien, largement orchestré par les généraux russes avec le concours des « boéviki » du Caucase du Nord.

Dans le contexte actuel, dès lors, qu'est-ce qui permettrait à l'État géorgien de bloquer l'appétit de Vladimir Poutine ? Des mécanismes internationaux, mais seront-ils efficaces puisque la Russie a sa propre grille d'interprétation des mêmes textes ?

On notera que la mobilisation de la communauté internationale a été plus forte contre l'agression russe en Ukraine. En 2008, les condamnations internationales n'ont ni effrayé ni gêné la Russie. En outre pour le Kremlin, ce fut une sorte de feu vert pour continuer en ce sens, sans trop se soucier de la réaction en Occident. Résultat : Poutine piétine l'Ukraine, annexe la Crimée, soutient les séparatistes pro-russes qu'il finance à l'Est de ce pays, en y envoyant « ses petits hommes verts ». Il reconnaît le résultat des élections législatives en Ukraine mais il reconnaît également les élections en territoire séparatiste ; continue à mettre en garde la Moldavie. Ce danger, évidemment, est également ressenti dans les pays baltes. L'accord évoqué, cependant, n'est pas sans risque pour les Abkhazes

eux-mêmes puisque toutes les décisions les concernant sont prises à Moscou. De sorte qu'aujourd'hui un doute a saisi cette population. Ils deviennent prudents et moins favorables à ce projet. Ils ont compris que le but était leur annexion, laquelle menacerait leur identité. Une assimilation inévitable. Toutefois l'opinion publique abkhaze n'est pas unie. Certains apprécient l'idée d'intégration économique quand d'autres la redoutent. En cas de signature de l'accord il faudra des années pour comprendre les conséquences catastrophiques qu'il induit.

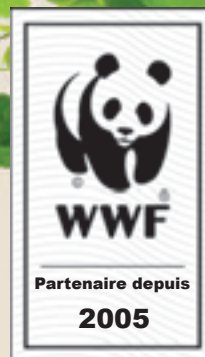
Personne ne vous aidera

Certes, c'est aux Géorgiens de défendre les intérêts des Abkhazes puisque ce n'est pas qu'un problème territorial mais aussi humain. Il s'agit du sort de frères et de sœurs. La Russie ne ralentira pas son processus d'annexion. J'ajoute qu'il est aisé de deviner que le même type d'accord sera probablement proposé aux habitants de l'Ossétie du Sud. Ensuite que se passera-t-il ? La condamnation indignée de la communauté internationale arrêterait-elle la Russie ? Hélas, la réaction de la communauté internationale ne vaut pas dès qu'il s'agit de la Russie. Les propos de Poutine « *L'ours ne demandera d'autorisation à personne* » le confirment. D'une manière générale, les condamnations verbales et les sanctions de la communauté internationales ne perturbent pas le Kremlin. Tous les moyens sont bons pour lui d'absorber les territoires des voisins : jouer à la démocratie, à l'humaniste, au sauveur des peuples... Mais bien évidemment, tous ces jeux portent un autre nom dans le monde civilisé : agression, occupation, ingérence... et pour finir annexion ! Par contre Monsieur Poutine n'aime pas jouer à la démocratie et au défenseur des droits des peuples dans son propre pays. La Tchétchénie en est l'exemple parfait et tragique. Donc, dans de telles circonstances, il est urgent et important que les Abkhazes eux-mêmes soient conscients du danger encouru pour cet accord. En Géorgie et avec les Géorgiens, les Abkhazes ont un véritable avenir. Conclusion : la Géorgie doit utiliser tous les leviers à sa disposition (dont les tribunes internationales) afin de sensibiliser la communauté internationale et garder son soutien. D'autre part la Géorgie doit faire preuve de maturité en tant qu'État ; consciente de la supériorité du Droit et des principes démocratiques joints à la prospérité économique. Cela permettrait de maximiser les résultats des moyens politiques et diplomatiques au moment où les Géorgiens n'entendent que « *Mais personne ne vous aidera* ». Ne plus avoir ce sentiment, enfin, que les nations démocratiques s'indignent, votent des sanctions, condamnent la Russie dans le même temps où le maître du Kremlin passe outre quand il veut, comme il veut. ■



**Vous aussi pensez
PANDA BOX... !**

BRICOPERL
Pour une Distribution Eco-Responsable



**Offrez des économies d'Eau et d'énergie pour lutter
contre la précarité énergétique.**

Box ECO-PERFORMANTE sélection WWF

**Produits innovants
pour le quotidien
de toute la famille.**



**des dizaines de références de produits eco-performants
pour l'eau, l'énergie et le chauffage...**

+33 1 56 08 39 91

BRICOPERL - 4, rue Limouzain Laplanche - 16120 CHATEAUNEUF - info@bricoperl.fr

État de Droit contre

La vie du Droit pour le droit à la vie

Le 28 Octobre 2014 a eu lieu à Nieuwpoort, en Belgique, la commémoration nationale du centenaire de l'inondation de la vallée de l'Yser et de la bataille d'Ypres. Le Roi de Belgique a déclaré: « *Nous devons nous saisir du flambeau de nos ancêtres: flambeau du Droit, de la Dignité et de la Paix* ».

Ces paroles peuvent aider à répondre à ceux qui déplorent que le « Droit à la Paix » ne soit pas respecté et qui considèrent que l'élimination de la menace de la guerre est la seule condition qui constitue les autres droits. Affirmation à l'opposé de celle du chef historique du Parti Radical Non violent Transnational et Transpartis (PRNTT), Marco Pannella : « *La vie du Droit pour le droit à la vie* » avec laquelle c'est le Droit – et par conséquent les Droits humains universels – qui assume le rôle de moyen et de condition constituant la Paix.

C'est aussi l'entente entre les États membres des Nations-Unies qui, dans le préambule de la charte de fondation, déclarent vouloir sauver les futures générations du fléau de la guerre et rappelle dans la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme que la dignité intrinsèque et les droits égaux et inaliénables de tous les membres de la famille humaine sont les fondements de la liberté, de la justice et de la paix dans le monde.

C'était un choix net pour la voie des droits individuels et universels pour voir se réaliser la paix entre les nations mais aussi en leur sein, où chaque citoyen devient porteur de droits qu'il puisse affirmer devant le pouvoir de l'état. Ce fut un choix qui ouvrit les portes à une extension de ce que l'on entend par « paix ». La paix ne s'arrête plus à l'absence ou réduction de



L'homme qui déclara la guerre à la misère

Joseph Wresinski, le fondateur d'ATD Quart Monde
Préface de Michel Rocard

Georges-Paul CUNY
En librairie le 2 octobre 2014

Né dans les Vosges en 1936, installé ensuite dans le Jura puis à Paris, Georges-Paul Cuny a exercé divers métiers, tout en soutenant ATD-Quart Monde et en écrivant. Il a publié notamment six romans dont trois chez Gallimard (*Un homme perdu d'espoir* 1978, *L'Arrachement*, 1985, et *Dancing Nuage*, 1992, qui a fait l'objet d'un téléfilm en 1995) et trois à l'Âge d'homme (*Monsieur Schubert* 1998, *Anna*, 2005, Prix Erckmann-Chatrian 2006 et *Si ceux-là se taisent, les pierres crieront*, 2009). Issu lui-même du Quart Monde dont il inventera plus tard le concept et défendra les droits, Joseph Wresinski a connu dès sa naissance l'extrême misère, celle qui implique désorganisation de la famille et humiliations en tous genres. On ne peut comprendre sa rage à défendre l'honneur des plus pauvres sans plonger, comme nous y invite avec un grand talent Georges-Paul Cuny, dans ces racines de mépris et de malheur dont il est le

fruit. Ce livre engagé est plus qu'une biographie. Il nous dit pourquoi ce fils de l'exclusion devenu prêtre choisit un jour de partager à nouveau la vie des exclus et de porter leurs voix jusque dans les plus hautes instances républicaines et internationales.

Georges-Paul Cuny nous introduit aussi à la spiritualité sans concession de Joseph Wresinski. Ancrée dans une lecture de l'Évangile où il ne s'agit plus d'aider le prochain mais d'être avec lui, cette vision de l'homme a profondément bouleversé la société civile dans de nombreux pays, et même certains dirigeants politiques, ainsi qu'en témoigne Michel Rocard dans sa préface : « *Des hommes qui voulaient soulager la misère, j'en ai connu, et non des moindres ! Mais d'homme qui, connaissant comme lui ce champ de la blessure humaine, voulait la détruire, je n'en ai connu qu'un : lui* ». ■

raison d'État

par Laura Harth et Matteo Angioli

violence physique mais évolue d'une définition négative vers une conception positive dans laquelle les conflits internes à chaque société sont transformés de manière non violente à travers l'affirmation des droits déjà reconnus et les nouveaux droits à conquérir.

C'est ici que le PRNTT a déployé ses forces : d'un côté en cherchant la conquête de nouveaux droits comme le Moratoire de la peine de mort ou l'interdiction des Mutilations Génitales Féminines au niveau de l'ONU (mais aussi les droits civils en Italie); d'un autre côté, dans la recherche de créer et renforcer les mécanismes idoines à l'effective affirmation des droits déjà conquis dans la lutte pour la création de la Cour Pénale Internationale et dans le recours aux jurisprudences internationales comme la CEDU et la Cour Interaméricaine. C'est une lutte non violente pour la paix, à travers les droits, en toute connaissance des raisons qui préfigurent la guerre entre les États et les peuples : « Lorsqu'il y a massacre du droit il y a massacre de peuples », rappelle Pannella.

Un slogan qui résume les désastres en Syrie et en Libye, où le peuple n'était qu'à la recherche du maintien d'une paix négative mais aspirait et continue d'aspirer à la paix positive, grâce à laquelle on ne doit plus craindre pour sa propre vie à cause d'une guerre en cours et où on peut aspirer à une vie dans l'État de Droit, dans lequel les droits de chacun ne soient pas suspendus ou éliminables au nom d'une Raison d'État, du pouvoir ou d'un parti.



C'est une leçon que même les démocraties occidentales doivent réapprendre après la désastreuse guerre en Iraq en 2003, lorsque les deux chefs de la coalition anglo-américaine choisirent d'intervenir militairement afin d'éviter la possible solution non violente à travers l'exil de Saddam Hussein, comme le proposait le PRNTT mais aussi la Ligue Arabe.

Car Bush et Blair choisirent de passer outre aux procédures et d'empêcher un débat parlementaire informé.

Ce fut la Raison d'État qui prévalut et semble encore prévaloir comme démontré par le rapport final de la Commission Chilcot. Elle apparaît aussi selon des révélations d'Edward Snowden et des violations de droits provoquées par les mesures prises après les attaques du 11 septembre 2001 (le *Patriot Act* notamment) qui interrompent de manière croissante les mécanismes de contrôle démocratique et juridictionnel – et donc de respect de l'État de Droit – au nom de la guerre contre le terrorisme. C'est pourquoi, le PRNTT a décidé de s'engager pour la reconnaissance d'un Droit de l'Homme à la Connai ssance de ce que les Gouvernements accomplissent au nom des citoyens, au sein de l'État comme au niveau international. Cela nous semble l'unique voie pour rétablir la confiance envers les institutions et pour assurer l'affirmation de l'état de Droit démocratique et... fédéraliste.

L'évocation d'un état de Droit démocratique et fédéraliste, dans lequel la paix transnationale dans le sens positif puisse vraiment devenir réalité, est progressivement adopté dans tous les continents et souvent expressément accompagné de mécanismes juridictionnels internationaux engagés pour affirmer le droit. C'est une évolution importante qui peut conduire à l'achèvement de l'aspiration de ceux qui ont rédigé la Charte des Nations Unies. C'est une évocation peu connue, même par le Dalaï Lama, qui ne demande plus l'indépendance du Tibet mais l'affirmation d'un État de Droit démocratique et fédéraliste pour tous les Chinois, Tibétains inclus.

Tout cela a fait l'objet d'une conférence qui a eu lieu au Parlement et à la Commission européenne de Bruxelles les 18 et 19 Février 2014 – dont les actes ont été publiés – elle se poursuivra dans une seconde conférence début 2015. ■



Le Droit, garant de la paix pour les États comme pour les peuples.

Les médicaments ne sont pas des produits ordinaires

par Maria Grazia Fasoli*

Le 15 février 2013, à l'hôpital de Poissy, un septuagénaire décédait d'une hémorragie incontrôlable après une banale opération du genou qui s'était déroulée normalement. Le 3 octobre les proches du patient et de trois autres victimes présumées, portaient plainte contre la multinationale pharmaceutique Boehringer-Ingelheim et contre l'Agence Nationale de Sécurité du Médicament (ANSM) en soutenant que les décès étaient attribuables à la thérapie avec *Dabigatran* (Pradaxa), dont on aurait occulté des informations capitales pour la sécurité des patients. En mars 2014 le parquet de Paris classa sans suite la plainte des familles. Mais, le 28 mai 2014, aux États-Unis, Boehringer-Ingelheim International annonça qu'il allait payer 650 millions de dollars afin de mettre un terme à quelque 4.000 plaintes l'accusant de ne pas avoir assez informé des risques liés à son produit. En juillet 2014, le *British Medical Journal* publia un éditorial intitulé «*Dabigatran: how the drug company withheld important analyses*». Par cet article, le magazine britannique a relancé le débat sur une question cruciale pour la santé de chacun: l'indépendance de la recherche sur les médicaments et l'information scientifique des médecins. La recherche pharmacologique, en fait, est en grande partie financée par l'industrie pharmaceutique («*Big Pharma*»), qui, jusqu'à présent, a gardé le pouvoir de décider de publier, ou non, les résultats des études. Par conséquent, des résultats défavorables n'ont pas été portés à la connaissance de la communauté scientifique et l'évaluation de l'utilité et des risques des médicaments en a été altérée. De plus, diverses études montrent que, même si la recherche est publiée, les conclusions des auteurs sont influencées par les intérêts du promoteur. En clair, une grande partie des sociétés scientifiques qui contrôlent la formation professionnelle des médecins, est directement ou indirectement financée par les fabricants de médicaments. La pression des laboratoires sur les médecins prescripteurs s'exerce aussi à travers les visiteurs médicaux qui utilisent des techniques de marketing et d'influence psychologique subliminales. Des études indépendantes, ainsi que la conclusion de plusieurs affaires judiciaires, montrent que, chaque jour, des milliers de personnes subissent injustement des dommages provoqués par des médicaments inutiles ou même contre-indiqués, et que tout cela est lié à la promotion des thérapies à travers la relation entre l'industrie, les autorités réglementaires et la profession médicale. C'est là la conviction des médecins et d'autres professionnels de la santé qui adhèrent au groupe italien «*No grazie, pago io*» (Non merci, je paye). Depuis 2004, ce groupe est particulièrement engagé dans la dénonciation des dangers des conflits d'intérêts dans la pratique professionnelle et au sein des institutions (y compris les universités et les organismes de réglementation) et pour la promotion de l'information scientifique indépendante. Les «*No grazie*» proposent aux soignants de refuser tout avantage en nature, cadeaux et subventions provenant de firmes impliquées dans le domaine de la santé. En France, l'association «*Mieux Prescrire*» soutient des positions semblables en promouvant l'adhésion à la Charte «*Non merci*». Des initiatives du même genre ont surgi dans d'autres pays tels que l'Espagne (*No Gracias*), l'Allemagne (*Mein Essen Zahl Ich Selbst*), le Royaume Uni (*Nofreelunch*), le Chili (*Medicos sin Marca*). Les militants de l'information indépendante se sont aussi réunis dans des organisations internationales tels que *Healthy Skepticism* ou la «*International Society of Drug Bulletin*»

(ISDB), un réseau mondial des bulletins scientifiques qui refuse toute subvention de la part de ceux qui ont des intérêts commerciaux. Quelle est la réponse des entreprises et des institutions aux problèmes soulevés par ces mouvements d'opinion? Le 2 juillet 2014, *Farminindustria*, l'association de l'industrie pharmaceutique italienne, a adopté un code d'autorégulation qui impose des règles plus strictes, exige une plus grande transparence et crée un jury indépendant ayant pouvoir d'imposer des sanctions. L'adhésion, cependant, engage seulement des entreprises italiennes qui ne représentent qu'une petite partie du marché pharmaceutique mondial. En effet, pendant que *Farminindustria* promulguait son code, un exemple bien différent a été donné par le laboratoire américain *Merck Sharp & Dohme* (MSD). En mai 2014 MSD a menacé de poursuites judiciaires, en réclamant des dommages de € 1,3 millions, le docteur Alberto Donzelli, directeur d'un bulletin d'information sur la «*Evidence Based Medicine*» (EBM, médecine fondée sur des preuves), publié par le Service de Santé Local de Milan. Donzelli avait analysé la littérature scientifique à propos de l'anticholestérol *Ezetimibe*, produit par MSD, et en avait conclu, dans un article destiné aux praticiens, qu'il n'était guère recommandé pour une utilisation en combinaison avec des statines. La résonance internationale de l'affaire et l'indignation des médecins ont poussé Merck à faire marche arrière mais l'épisode donne cependant une idée de la dichotomie entre la logique du marketing et celle de l'information scientifique.

Quel est le rôle joué par les pouvoirs publics ?

Chaque pays de l'Union Européenne s'est désormais doté d'une autorité de régulation pour les médicaments. Cependant, par rapport à des multinationales ayant des budgets comparables à celui d'un petit État, c'est l'Agence Européenne du Médicament (EMA) qui aurait les meilleures chances d'assurer efficacement la primauté de la santé sur les profits. Malheureusement l'EMA, ainsi que les agences nationales similaires, ont souvent fait l'objet de critiques en raison des conflits d'intérêts de ses membres. En fait (seulement en 2009) on a décidé de la rattacher à la Direction Générale Sanco (santé et consommateurs) plutôt qu'à la Direction Générale Entreprises. Mais le 10 septembre 2014 le président élu de la Commission Européenne, Jean-Claude Juncker, a annoncé que la politique du médicament et l'EMA seraient rattachées à nouveau à la Direction Générale Entreprises. Cette décision a suscité de nombreuses critiques résumées dans une lettre ouverte au Président Juncker, signée par Fiona Godlee, rédactrice-en-chef du *British Medical Journal* et par Bruno Toussaint, directeur de la revue *Prescrire*. Ce document a été publié le 16 septembre sous le titre «*M. Juncker, le médicament n'est pas une marchandise...* ». On est en attente d'une réponse. Mais, jusqu'ici, on a l'impression que, pour la Commission, la santé n'est vraiment qu'une simple affaire commerciale. Jusqu'à quand les médecins et les patients Européens seront-ils donc encore obligés de demander au vigneron si son vin est bon? ■

*Médecin spécialiste en pharmacologie, Directrice Département Dépendances, Service de Santé Local de Brescia.

Croissance démographique et Droits de l'Homme

par Silvana Salvini*

Le taux de natalité se stabilise aujourd'hui aux alentours de 15 naissances sur mille habitants dans les pays développés, et de 25/40 sur mille dans les pays en voie de développement où les enfants sont perçus comme une sorte d'assurance-vieillesse, en l'absence de formes efficaces de sécurité sociale. Le taux de mortalité a diminué drastiquement dans les pays développés et en partie, également dans les pays en voie de développement, grâce aux progrès de l'hygiène et de la médecine. Par conséquent, le taux de croissance de la population dans les pays en voie de développement est de plus de 1%, tandis que dans les pays développés celui-ci est proche du 0. La variation de la population serait nulle ou même négative dans certains pays développés – dont l'Italie – si ce n'était pour l'immigration.



Au 31 octobre 2011, la population mondiale a dépassé 7 milliards d'habitants. La durée moyenne de vie (indicateur synthétique par excellence de mortalité) dans le monde est passée de 30/40 ans en époque préindustrielle, à environ 70 ans à ce jour mais les disparités sont encore nettement marquées, en particulier entre le monde riche et l'Afrique sub-saharienne : cela va de 50 ans en Angola à plus de 80 ans en Europe occidentale et au Japon. La diffusion de l'HIV-AIDS, la déstructuration du système sanitaire et la croissance du malaise sanitaire social ont touché surtout les pays africains et les pays de l'ancien bloc soviétique, avec un déclin de l'espérance de vie à la naissance. Pour mieux situer l'étude des relations entre croissance démographique et droits de l'Homme, il est opportun de tenir compte de la fécondité (indicateur synthétique de la natalité). Cette dernière est désormais en déclin un peu partout et la moyenne mondiale est aujourd'hui de 2,5 enfants par femme (exception faite pour certains Etats du subcontinent indien et de l'Afrique subsaharienne où, en moyenne, on compte 5 enfants par femme). A l'autre extrême, dans presque tous les pays occidentaux (à l'exception de la France et de la Suède), cette moyenne ne dépasse guère 1,4. Toute la littérature en la matière démontre que dans les pays pauvres de meilleures chances d'instruction et de travail pour les femmes sont associées à une fécondité plus faible. Dans ce cadre, les politiques d'autonomie de la femme s'avèrent représenter les interventions les plus importantes pour le changement des aspirations vers une famille nombreuse. En outre, la création de nouvelles opportunités de travail entraîne une augmentation

des revenus familiaux ainsi qu'une réduction de la fécondité. En second lieu, des programmes de santé publique peuvent réduire la mortalité de la parturiente, la mortalité infantile et rendre, indirectement, moins attrayante une famille nombreuse. En troisième lieu, de l'autre côté du cycle de vie, les politiques doivent prendre en compte le rôle et le statut des personnes âgées, puisque, même dans des pays comme la Chine, le processus de vieillissement progresse, à cause de la réduction de la fécondité et de l'augmentation de la longévité. C'est pourquoi l'introduction de formes de prévoyance pour les personnes âgées et de sécurité sociale peut rendre moins attrayante une famille nombreuse comme assurance-vieillesse. Enfin, l'institution de services sanitaires et de dispensaires familiaux ainsi que la distribution de contraceptifs efficaces représentent des interventions ciblées qui, conduites dans le respect des droits de choix individuel, agissent directement sur la fécondité. De nombreux pays pauvres montrent en effet des besoins de fécondité bien inférieurs par rapport aux enfants déjà eus et on enregistre par conséquent un fort « besoin de contraception non satisfait ». Le droit à la santé « reproductive » et au choix conscient de « *si et quand* » avoir un (autre) enfant, font partie des droits fondamentaux. Dans les pays riches les raisons d'un espoir pour la croissance de la natalité sont aussi bien collectives qu'individuelles : respectivement, contrer le processus de vieillissement et aider les couples qui souhaitent un (autre) enfant à mettre en acte leurs propres choix et leur propre droit. En général, il est souhaitable qu'il y ait des politiques de conciliation en termes de soutien aux familles qui souhaitent des (ou d'autres) enfants, en étant conscients que les droits individuels doivent être respectés. La conciliation famille-travail semble être l'instrument idéal pour assurer aussi bien une plus grande participation au marché du travail des femmes (et par conséquent leur indépendance économique) et, si souhaité – l'augmentation de la fécondité. Aujourd'hui, toutes les familles qui vivent en Europe doivent faire face à un conflit croissant entre leur vie de famille et le travail. L'année européenne de la conciliation travail-vie de famille (2014) devrait être le symbole de l'opportunité de concentrer l'attention des chercheurs, des opérateurs sociaux et politiques, sur plusieurs aspects phares. Une activité convenablement rémunérée, raisonnablement sûre et correspondant aux compétences acquises au cours de la scolarité, constitue une aspiration universelle et contribue au bien-être des personnes. Et si le manque d'une « bonne occupation » a un impact négatif sur le niveau du bien-être, les situations qui empêchent de concilier les temps du travail et de vie familiale et sociale ont un impact tout aussi négatif. Le droit au travail ainsi qu'une parfaite connaissance du choix reproductif font partie des droits fondamentaux de la personne. ■

*Professeur de Démographie, Dépt. Statistiques, Informatique, Applications.
Università degli Studi di Firenze salvini@disia.unifi.it



Au pays du soleil levant... Les Japonais bougent

par Hiroko Bessho, citoyenne japonaise, membre de NDH

Dans les années 90, il y a déjà eu un boom de la randonnée parmi les Japonais de 40 ans et plus. Aujourd'hui, la randonnée devient un des loisirs préférés de la jeune génération. Ainsi on constate un développement important de nouveaux produits qui ciblent les jeunes randonneurs ; de nouveaux magazines, des programmes de télévision, des vêtements de randonnée, etc. Il y a également beaucoup d'événements destinés aux jeunes qui sont organisés. Le week-end, le train en direction d'Okutama (Zone montagneuse proche de Tokyo) est occupé par ces jeunes, habillés « mode », que l'on retrouvera marchant en longues files sur les chemins de randonnée... La « rando » correspond aux besoins de notre époque, qui se traduisent par une recherche du « bien-être », pour éliminer le stress quotidien. Nous goûtons volontairement à l'air pur des montagnes et quand nous arrivons sur un sommet, nous ressentons avec satisfaction le sentiment d'avoir accompli quelque chose. Il se peut que les montagnes soient devenues un genre de refuge psychologique. Actuellement au Japon, environ 5 millions de personnes pratiquent la randonnée, cela veut dire qu'environ une personne sur 25, va à la montagne au moins une fois par an. C'est en cette période de boom de la randonnée qu'a eu lieu, le 27 septembre 2014, une éruption volcanique au mont Ontaké, à environ 200 kilomètres au sud-ouest de Tokyo, tuant près de 60 personnes. C'est le plus grave bilan causé par une éruption depuis la seconde guerre mondiale.

Le mont Ontaké fait partie des 100 montagnes célèbres du Japon et c'est une montagne sacrée importante. C'est aussi une montagne populaire, car en dépit de son altitude (3067 mètres) il est relativement facile à gravir, même pour des débutants, grâce aux bus ou au funiculaire qui nous amènent jusqu'à environ 2100 mètres. Au Japon, il est de coutume d'aller admirer les couleurs des feuilles en automne. Cette tradition trouve son origine au Moyen Age. Malheureusement, l'éruption du mont Ontaké s'est produite au cœur de la saison automnale, et pire encore, un samedi vers midi ; c'est à dire au moment où il y a le plus de monde près du sommet. On estime qu'il y avait plusieurs centaines de randonneurs non loin du sommet au moment de l'éruption.

Une éruption phréatique

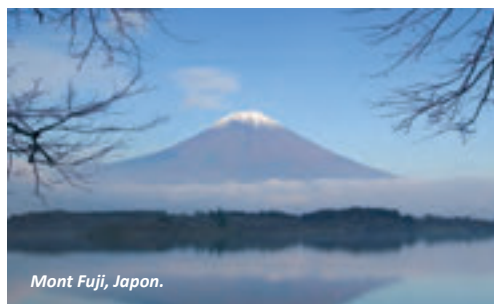
Il était très difficile dès lors de prévoir cette éruption. Les volcanologues cités par les médias japonais semblent s'accorder sur le type d'éruption survenu au mont Ontake. Ce serait une

éruption phréatique, provoquée par le réchauffement de l'eau par le magma. L'eau est ensuite expulsée avec les différentes substances présentes dans le volcan. Comme l'explique le quotidien *Asahi Shimbun*, les éruptions phréatiques sont moins facilement détectables que les éruptions de magma, pour deux raisons : elles créent moins de secousses et ne font pas gonfler le sol, ce qui se produit quand le magma s'accumule. Aujourd'hui, au Japon, il y a 110 « volcans actifs », dont 47 nécessitent une surveillance particulière en permanence, à cause des risques d'éruptions probables dans les 100 prochaines années. Parmi ces 47 volcans, on trouve le célèbre mont Fuji, le mont Ontaké, et de nombreux autres qui sont des destinations de loisirs populaires telles que des stations de ski ou des *Onsen* (bains chauds dont l'eau est généralement issue de sources volcaniques parfois réputées pour leurs propriétés thérapeutiques). Que peut-on faire pour éviter les dommages tragiques causés par une éruption imprévue comme celle du mont Ontaké ? Le moyen le plus simple est d'interdire l'accès aux volcans actifs. Mais étant donné que ces régions volcaniques sont étroitement liées au

tourisme et aux loisirs, il est difficile d'en réglementer ou d'en interdire l'accès par simple précaution. Autrement dit, les impacts économiques du tourisme et la prévention des catastrophes sont en opposition. Le secrétaire général du gouvernement a officiellement annoncé, le 27 octobre 2014, la mise en place, en urgence, de plans d'évacuation en cas d'éruption des 47 volcans actifs. Actuellement, sur un total de 130 communes situées autour de ces 47 volcans, 110 n'ont pas encore

mis en place de plan d'évacuation. Mais que faudrait-il faire ? Préparer des casques pour tous les touristes ? Construire des abris d'évacuation d'urgence suffisamment grands pour accueillir tous ces visiteurs ? Cela ne paraît pas réaliste. La plupart des morts au mont Ontaké ont été victimes d'impacts de roches projetées par l'éruption du volcan. On a même rapporté le cas d'une pierre qui a traversé le crâne de la victime laissant un trou de deux centimètres de diamètre. Les experts disent que les randonneurs près du sommet auraient été frappés par des roches qui volaient à plus de 350 km/h, soit une vitesse plus rapide que celle d'un TGV. Dans ces conditions, il est certain que même avec un casque, il était impossible de se protéger. L'éruption de mont Ontaké, nous rappelle l'impuissance de l'homme face à la nature. Les Japonais doivent-ils repenser la façon d'exploiter les zones proches des volcans ? Ou alors était-ce un accident inévitable ?

Je prie pour les âmes de ceux qui sont décédés au mont Ontaké. ■



Mont Fuji, Japon.

31^{ème} Prix littéraire des droits de l'homme



attribué par le jury de Nouveaux Droits de l'Homme

*présidé par Philippe de Saint Robert,
ancien commissaire général à la langue française*

**à Dominique Schnapper
pour « L'esprit démocratique des lois » Gallimard-NRF-
Essai**

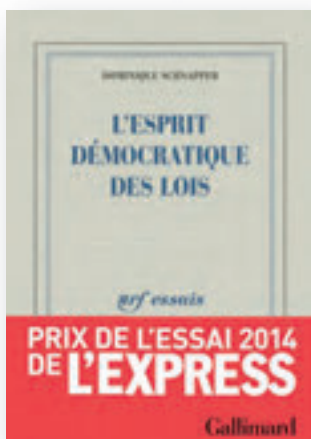
remis par Claude Bartolone, Président de l'Assemblée Nationale à l'Hôtel de Lassay.

C'est à l'unanimité que le 31^{ème} Prix littéraire des Droits de l'Homme a été attribué à Dominique Schnapper pour son ouvrage « *L'esprit démocratique des lois* ». À la différence des livres qui paraissent depuis la rentrée, dont le succès tient au scandale et sont aussi éphémères que la durée de vie des informations diffusées par les nouveaux médias, « *L'esprit démocratique des lois* », lui, s'inscrit dans le long terme. C'est le livre d'une intellectuelle ; un livre de recherche, profond, objectif. Il y a du Montesquieu et son « *Esprit des lois* » dans ce livre écrit dans un style sobre, rigoureux. Dominique Schnapper part du constat qu'il y a un malaise dans la démocratie, ce que nul ne peut contester. Les sociétés, du moins en Occident n'ont jamais été aussi libres, aussi tolérantes et aussi égalitaires grâce aux nouveaux moyens de communication à notre

disposition, mais il y a une contre-partie. Vers où, pour quoi ? Car il y a des dévoiements possibles, dévoiements portés justement par la logique démocratique qui permet à chacun de chercher à tester ou dépasser les limites mêmes du système. La dynamique démocratique

est bel et bien en marche – du moins en occident – et cela ne peut que combler d'aise des partisans de Nouveaux Droits de l'Homme. À condition toutefois de maîtriser cette évolution, d'y introduire une forte dose d'éthique.

Là est bien la question et celle que pose Dominique Schnapper en scientifique (et ancien membre du Conseil constitutionnel). « *L'esprit démocratique des lois* » ne fera pas vibrer (ou vibronner) les médias. Malheureusement car ils sont les premiers concernés. ■



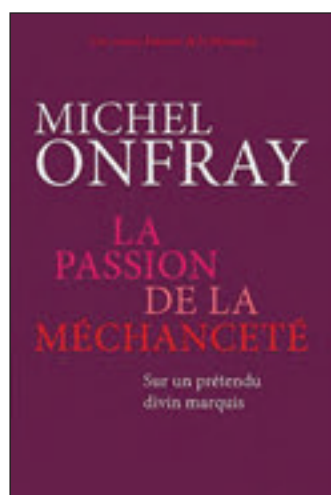
Hommage à Louise Limbour

Louise Limbour nous a quittés après avoir franchi la barrière du centenaire depuis près de deux années. Institutrice, directrice d'école, elle était une militante active et dévouée. Jusqu'au bout, elle aura participé à la vie de la cité dans et hors de sa Thiérache natale.

Louise était simple, à la vigueur intellectuelle sans pareil. Engagée à NDH et dans l'association pour le droit à mourir dans la dignité, laïque jusqu'au bout des ongles, elle va nous manquer. Puisse son message de paix et de fraternité continuer à passer. ■

DES LIVRES ET NOUS...

Sadisme et Droits de l'Homme



La passion de la méchanceté

Éditions Autrement, 13 €

Vous voulez être « chébran » ? Alors dites tout le bien que vous pensez du « divin marquis » dont on célèbre le bicentenaire de la mort, le 2 décembre, à l'hospice d'aliénés de Charenton. Trois expositions très « parisiennes »

lui rendent hommage : l'une au Musée d'Orsay, une autre à l'Institut des lettres et manuscrits ; la dernière, à Genève, patrie du doux « Jean-Jacques » Rousseau... Bien entendu, nul ne traite la question de Sade et des droits de l'Homme, surtout pour les femmes, considérées par lui-même comme de vulgaires objets de plaisir. Apollinaire, Breton, Bataille, Barthes, Foucault, Deleuze etc. tous sont adeptes de cette « religion » étrange et attentatoire à la dignité humaine, que beaucoup, selon les normes d'aujourd'hui, qualifieraient de secte. Seul le philosophe Michel Onfray prend tout ce beau monde à rebrousse-poil dans un livre pamphlet : « *La passion de la méchanceté par un prétendu marquis* » (Éditions Autrement, 13 €), où il démonte le mythe inventé au début du 20^e siècle. En premier lieu, Onfray ne le juge pas bon écrivain, moquant son style de « notaire ». Soit. Il démontre ensuite qu'en fait, cet aristocrate reconverti n'était pas le révolutionnaire qu'il prétendait être de par

son appartenance, sous la Terreur, à la célèbre « section des Piques ». On le dit « abolitionniste » alors qu'il applaudit l'usage du « rasoir national », notamment pour Louis XVI, Marie Antoinette, Charlotte Corday... Quant à sa vision de la femme, au moment où tout le monde célèbre Olympe de Gouges, qui revendiquait le droit de monter à la tribune puisque ses amies avaient le droit de monter à l'échafaud, il n'a que mépris pour le « deuxième sexe ». Femmes « objet pour jouir et pour jouir dans le mal qu'on leur inflige » rappelle le philosophe Onfray. Il aurait pu ajouter « le mal par le mâle ». ■

Jean-Dominique Capocci



Christophe de Margerie

Un homme parmi les hommes par Pierre Bercis

Il n'y a eu qu'un individu pour cracher sur son cadavre... et le Parti socialiste ne l'a pas exclu de ses rangs. On taira son nom puisqu'il ne cherche que sa propre publicité et est prêt à tout pour cela.

Christophe de Margerie était le Président Directeur Général de Total, première entreprise française, connu dans le monde entier et apprécié malgré la mauvaise réputation de tout ce qui touche au pétrole. Car il était la distinction même, la très grande classe. L'accident d'avion de Moscou, du 20 octobre, qui lui a coûté la vie, comme à

trois membres de l'équipage, n'ajoute rien par la tragédie. L'homme était simple, jovial, compétent. Ses obsèques l'ont d'ailleurs prouvé, qui ont réuni autour de lui, à Saint Sulpice, la France qui pense, du sommet de l'État aux modestes citoyens (qui n'en pensent pas moins).

La foule n'était pas là pour un illustre politique, pour une vedette de cinéma ou de la chanson, Elle était là pour l'homme, rien que l'homme mais tout l'homme.

Requiescat in pace. ■



*Portrait de Ricco Wassmer
en uniforme de matelot
en face d'une carte de la mer, 1948,
photographie: Fredo Meyer-Henn,
archive privée, © Archiv Kleinert, Berne.*

Ricco Wassmer

(1915–1972)

Le docteur Marc-Joachim Wasmer, du Musée des Beaux-Arts de Berne, a accepté de répondre aux questions d'Arc en Ciel sur le peintre Ricco à l'occasion du centenaire de l'artiste ⁽¹⁾

Arc en ciel : Erich Hans Wassmer (dit Ricco Wassmer) est un peintre suisse remarquable, né en 1915, mort en 1972. A-t-il connu célébrité de son vivant?

Marc-Joachim Wasmer : Tout dépend de ce que vous appelez « célébrité ». Oui, c'était un peintre reconnu, mais modeste, il ne faisait pas carrière malgré ses relations avec Roger Peyrefitte et Jean Cocteau auxquels il offrait des œuvres. Il a exposé à la Kunsthalle de Berne et dans de nombreuses galeries à Zurich, à Paris... Mais Ricco était avant tout un artiste discret, à la vie retirée et solitaire. Seule sa vie et son œuvre l'intéressaient.

AEC : Où sont actuellement exposées ses œuvres, notamment en France?

MJW : Ses œuvres sont rarement présentées au public. La plupart se trouvent dans des collections privées, en Suisse et une vingtaine en France. En 2003, le Musée des Beaux-Arts de Berne et l'Aargauer Kunsthau Aarau ont pu rassembler un maximum d'œuvres représentatives de son travail grâce au legs du collectionneur Emmanuel Martin. Berne bénéficie aussi de donations ainsi que de prêts de longue durée qui sont autant de lieux dédiés à l'œuvre de Ricco.

AEC : Il a longtemps vécu en France. Peut-on en savoir plus sur ses liens avec ce pays?

MJW : En 1936, il a commencé à séjourner à Paris pour étudier à l'Académie Ranson, chez Roger Bissière. Il revint en Suisse au début de la guerre. Après guerre, il séjournait souvent l'été sur la Côte d'Azur, d'autant

qu'il était passionné de voile. Il fit ensuite un tour du monde et fit une longue escale à Tahiti, de septembre 48 à février 49. Puis, après s'être installé à Cannes de 1950 à 1963 il demeura au Château de Bompré, à côté de Vichy où il travailla au printemps et en automne. Cependant cet artiste est toujours resté attaché à Berne où il revenait souvent pour ne pas perdre ses contacts.



*Ricco Wassmer, Moderner Sebastian (Sébastien moderne), 1942,
collection privée, Copyright Ruedi A. Wassmer, Zurich.*

AEC : A-t-il réalisé en tant qu'artiste des œuvres dans un autre domaine que la peinture (sculpture, photos...)?

MJW : Ricco, assurément préférait l'appareil photo au pinceau. Dès sa jeunesse il utilisait des photos qu'il avait trouvées comme modèle. Plusieurs mises en scène sont cryptées à partir de documents photographiques. On est entre peinture naïve, nouvelle objectivité et réalisme magique, ce qui est très original. Dès 1948, il se constituait une riche collection d'études photographiques qu'il organisait en vue d'en faire peintures et dessins. D'où le projet de montrer les tableaux et les photos de Ricco, côte à côte, afin de prouver que la photo, pour lui, signifiait non seulement un remplacement pour l'étude du modèle mais qu'elle était centrale de sa démarche.

AEC : Ricco était attaché aux adolescents qu'il a beaucoup présentés dans sa peinture. A cette époque – à la différence de l'antiquité grecque – n'était-ce pas scandaleux?

MJW : Les *Éphèbes* de Ricco sont considérés comme le pendant des *Lolitas* de Balthus. Il pouvait sans doute faire connaissance à Berne dans les années 30. Mais, il n'avait aucun intérêt à faire du scandale. Voilà pourquoi il se montre respectueux, voire timide à leur sujet. Ce sont des icônes pour lui (pas au sens religieux d'icônes, évidemment). En 1954, le psychanalyste Fritz Morgenthaler lui a conseillé d'utiliser la peinture pour exprimer sa différence, ses penchants homoérotiques. Dans sa solitude, Ricco a trouvé une esthétique ; comme un autre monde artistique dans lequel se retirer. Poussé par son attirance pour les jeunes hommes qui incarnent l'idéal de son enfance, il a donc peint un monde codé, composé de pièces, d'objets, textes, scènes de jeunesse.

Dans ses meilleurs tableaux, les garçons représentent un message symbolique et allégorique : « *memento mori* ou *vanitas* ». « Ils peuvent être traduits comme une brève étape, fragile de la jeunesse à l'adolescence. Ces sujets sont autobiographiques et



Ricco Wassmer, Junge kniend mit Rad frontal (*Garçon à genoux avec la roue*), 1955, photographie, collection privée, Copyright Ruedi A. Wassmer, Zurich

représentent un deuil mélancolique de la perte du paradis enfantin. En revanche, les photos d'études sont plus intimes, privées. D'où sa condamnation, en 1963, à Vichy pour des abus sexuels sur mineurs et la destruction de ces tirages.

AEC : Est-il envisagé une rétrospective pour son centenaire?

MJW : Oui. Après huit années de recherches et la publication d'un « catalogue raisonné des peintres et des objets » de Ricco, le Musée des Beaux-Arts de Berne organise une vaste rétrospective qui ouvrira ses portes le 26 novembre 2015. Elle présentera peintures, photos, dessins de toutes ses périodes créatrices plus quelques objets de sa collection.

AEC : Nos amis suisses ont une réputation de grande rigueur. Ricco Wassmer est-il resté un Suisse selon les «normes» de son pays? N'était-il pas trop en avance sur son temps?

MJW : Assurément, au-delà de l'avant-garde, il est un marginal. C'était un pionnier en tant que dandy, de ses attraits personnels pour les adolescents. Est-ce hasard s'il admirait Peyrefitte et Cocteau ? Mais, en réfléchissant son expérience personnelle dans l'art, il est devenu son propre objet. Il arrivait à élaborer, à partir de sa vie un répertoire visuel subjectif, un récit de soi imaginaire et symbolique en art qui correspond à la notion de « mythologie individuelle » de Harald Szeemann. Ses œuvres sont les témoins subtils de son chemin solitaire. ■

⁽¹⁾ Erich Hans Wassmer dit Ricco Wassmer. Né en 1915, fils de grands bourgeois industriels et mécènes, a grandi au château de Bremgarten près de Berne. Après des études d'art à Munich et Paris, il rentre en Suisse, puis vit à Tahiti, s'embarque comme matelot, s'installe en 1950 en France près de Vichy, puis à Ropraz près de Lausanne en 1963. Il meurt à l'âge de 57 ans, en 1972, des suites de problèmes pulmonaires.

Denis Mukwege Prix Sakharov du Parlement Européen

Le docteur Denis Mukwege, gynécologue, est connu comme l'Arlésienne. On en parle toujours. Surtout pour son action et les menaces de mort qu'il reçoit. Jamais pour le prix Nobel de la Paix auquel il est promis depuis plusieurs années, en vain.

Qu'à cela ne tienne. Il a enfin reçu une distinction importante : le Prix Sakharov pour l'aide qu'il prodigue aux

milliers de femmes violées dans l'Est du Congo Kinshasa. Soit, ceci n'est pas négligeable. Mais la communauté internationale pourrait faire plus, en commençant par combattre les viols massifs et les meurtres, qui sont banals dans cette région du pays. «Un voyage de mille ans commence par un pas», disent les chinois. Alors, continuons à le soutenir. ■

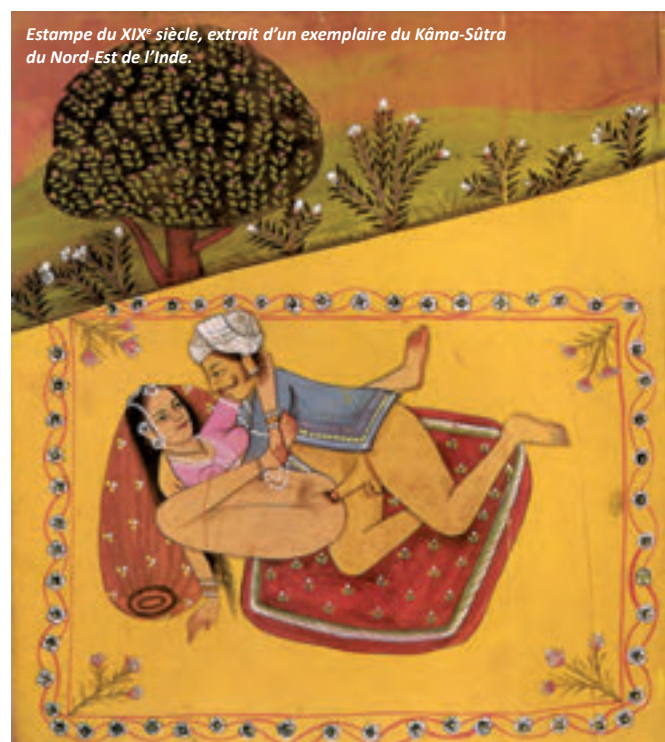
LA PINACOTHÈQUE DE PARIS PRÉSENTE

Le Kâma-Sûtra: Spiritualité et érotisme dans l'art indien

du 2 Octobre 2014 au 11 Janvier 2015

par Véronique Bévin et Michèle Colomes

Attribué à Vâtsyâyana, un brahmane qui l'aurait écrit sous une forme versifiée au IV^e siècle de notre ère, ce texte fut souvent mal interprété et incorrectement présenté comme un livre pornographique. Il constitue au contraire l'un des textes majeurs de l'hindouisme médiéval et un ouvrage censé servir de guide à l'homme et à la femme au cours de leur vie afin d'atteindre le salut, nous explique Marc Restellini, Directeur de la Pinacothèque de Paris. Voici en quelques lignes un résumé de sa pensée.



Estampe du XIX^e siècle, extrait d'un exemplaire du Kâma-Sûtra du Nord-Est de l'Inde.

L'hindouisme est l'une des plus anciennes philosophies de vie orientales. Il est constitué de quatre piliers fondamentaux qui correspondent aux différents âges de la vie. Le Kâma-Sûtra traite du troisième de ces piliers. Le premier correspond aux premières années de la vie, celles au cours desquelles se forge la morale.

Le second pilier est celui de la réussite professionnelle à l'âge adulte. Le troisième pilier est le kâma, ce moment où l'être prend conscience de sa vie intérieure, de la force de son corps et de son esprit. Cet âge mûr est une étape essentielle qui lui permettra d'atteindre le moksha,

dernier des piliers qui constitue l'apothéose et la capacité à toucher la grâce absolue. La large place faite à l'érotisme dans ce livre religieux est difficilement compréhensible en Occident, héritier de nos religions antiques et judéo-chrétiennes faites de préjugés et de dogmes.

« Cela tient en grande partie au fait que si dans le christianisme Dieu est amour, en Inde Dieu fait l'amour. » (MichelAngot, *L'Art érotique hindou*, inédit).

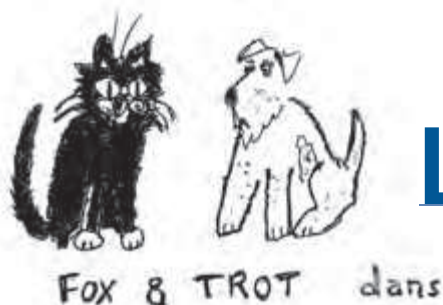
Les oeuvres qui relèvent de l'érotisme sacré sont toujours des illustrations de la littérature savante, écrite en sanskrit par les brahmanes. Dans l'Inde traditionnelle, cet érotisme n'est pas coupable, « il sert de trame pour lire le monde... » « Le désir amoureux trouve son accomplissement dans des rituels qui visent tous à produire le monde, donc à le reproduire et à soutenir la création. » « Tout l'univers est convié à des noces cosmiques » (Ibid). L'érotisme est un art sérieux et savant, un moyen de parvenir à la spiritualité. Le but de cet ouvrage est de rendre hommage aux trois buts de la vie: la vertu, la prospérité, et l'amour kâma afin d'atteindre la sagesse.

L'exposition présente plus de trois cents oeuvres somptueuses, musicales et poétiques suivant le découpage original du Kâma-Sûtra, soit les sept livres suivants: la société et les concepts sociaux, l'union sexuelle, à propos de la séduction et du mariage, à propos de l'épouse, à propos des relations extra-maritales, à propos des courtisanes, à propos des arts occultes.

La modernité de la civilisation indienne nous apparaît comme l'évidence de la raison sur le chemin du bonheur: La qualité du dieu hindouiste est liée à sa qualité d'amant et non comme le dieux grec et romain, à la puissance de sa force de séduction. L'homme a donc l'obligation de rendre la femme heureuse, le rôle de la femme est prépondérant dans un cadre social et spirituel strict, la compatibilité sexuelle doit être vérifiée avant mariage, la libération sexuelle est naturelle, etc...Un livre d'une modernité étonnante qui parle plus de spiritualité que de sexualité, et qui doit être une source d'inspiration de vie.

« Du début à la fin, de la chasteté juvénile à l'abnégation finale, il faut réussir le pèlerinage de la vie, et non pas vivre pour satisfaire ses passions » (KSVII.2. p. 371).

Cette exposition est une invitation au voyage en Inde vers les temples. ■



Les Brèves de Pol et Mique

Suppression des cabines téléphoniques

Il faudrait en garder une au moins pour que les Radicaux puissent y tenir leur congrès.

Succès des Noces de Figaro à la Fenice de Venise reconstruite après son énième incendie

Le public italien a cru à la résurrection de Mozart, scandant « *Mozart est là, Mozarella* ». Pas de quoi en faire un fromage pourtant.

Réformes en France : elles sont trop lentes

D'où le reproche des frondeurs, sur un air emprunté à Jacques Brel : « Valls a mis le temps ». Rien que de très normal cependant, son épouse étant violoniste.

Ministère de l'Intérieur

Suite à leur revendication corporatiste les poulets ne sortent plus les jours de pluie. Seuls les canards seront autorisés.

Islame

Il faut corriger l'orthographe et désormais écrire « Islame » car la cause des femmes progressant, il faut féminiser les mots. De plus, pour égorger les journalistes, les humanitaires, les

randonneurs, « lame » sonne mieux. C'est l'Académie française qui a « tranché ». Chez les Anglais, on féminise aussi les mots. Ainsi, il faudra dire désormais un *musulman* et une *musulwoman*.

Berger allemand

les mots « berger », « agneau » font partie de la liturgie chrétienne traditionnelle depuis les origines. D'où ce mot d'un évêque français qui n'apprécie pas le progressiste pape François. « C'était mieux quand on avait un berger allemand pour garder le troupeau ».

Une héroïne nommée Jeanne d'Arc

N'en déplaise au Front National, leur héroïne ne se droguait pas.

Jean-Marie Le Pen voyait souvent Brigitte Bardot à Saint Tropez.

Il l'avait surnommée « Ma drague » Prétentieux avec ça... « Mon œil » le borgne.

Manuel Valls fait du pied à François Bayrou

qui lui a répondu « Je ne suis pas Bayrou de secours !



ADHÉRER
À NDH

M. Mme Prénom

Adresse

Tél.:

demande mon inscription et joins le montant de ma cotisation annuelle :

60 € et 30 € (étudiants, réfugiés, chômeurs)

A le.....

à retourner à :
NOUVEAUX DROITS DE L'HOMME
- 14, Cité Vaneau 75007 Paris -
Tél.: 01.47.53.78.78 - Fax : 01.45.56.07.06
ndh-ong@wanadoo.fr
www.ndh-france.org

Signature :

PARISIENS, PRENEZ LES CLÉS DU BUDGET !

20 MILLIONS D'EUROS

15 PROJETS POUR PARIS

1 SEMAINE POUR VOTER

Du **24 SEPTEMBRE** au **1^{er} OCTOBRE 2014**

Votez sur budgetparticipatif.paris.fr



**PARIS BUDGET
PARTICIPATIF**

#NOTREBUDGET



CIBLER LA RIDE sur tous les fronts!

Une technologie issue de la
recherche médicale

Des tests instrumentaux
pour une efficacité prouvée

Rides : [-45%]⁽¹⁾

Hydratation : [+71%]⁽²⁾

Tests instrumentaux pratiqués par les laboratoires AMA sur le sérum :
(1) sur 30 femmes, après 28 jours (2) sur 10 femmes, après 2 heures



Rexaline®
développé par nos laboratoires
www.rexaline.com **PREMIUM**

Rexaline soutient l'association
Imagine Margo
Contre le cancer

Exclusivité Sephora et Pharmacies agréées